

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxembourg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 483**27 mars 2002****SOMMAIRE**

AAE Railcar, S.à r.l., Luxembourg	23138	Ireco S.A., Steinsel	23143
Accenture International Capital S.C.A., Luxembourg	23153	Ireco S.A., Steinsel	23143
Anagram S.A., Luxembourg	23140	Ireco S.A., Steinsel	23143
Boutique «Life Style», S.à r.l., Colmar-Berg	23169	Ireco Trading & Production S.A., Steinsel	23148
Boutique «Life Style», S.à r.l., Colmar-Berg	23169	Ireco Trading & Production S.A., Steinsel	23148
Build Holding S.A., Luxembourg	23164	Lalande Finance S.A., Luxembourg	23146
Cavaletti, S.à r.l., Bereldange	23149	Lalande Finance S.A., Luxembourg	23147
CBD Holding S.A., Luxembourg	23177	Logistik & Rechnungswesen Beratung S.A., Luxembourg	23144
Considar Europe S.A., Bertrange	23165	Logistik & Rechnungswesen Beratung S.A., Luxembourg	23144
Corte S.A., Luxembourg	23165	Luxelan S.A., Luxembourg	23169
(Auguste) Daleiden, S.à r.l., Luxembourg	23171	Luxelan S.A., Luxembourg	23169
Danver International S.A., Luxembourg	23142	Luxelan S.A., Luxembourg	23169
Dom Holdings S.A., Luxembourg	23151	Mandataria Immobilière S.A., Luxembourg	23183
Dom Holdings S.A., Luxembourg	23153	Mandataria Immobilière S.A., Luxembourg	23184
Eco-Planet, S.à r.l., Colmar-Berg	23171	Mercator Services, S.à r.l., Rodange	23170
Euro-Connect S.A., Luxembourg	23148	Moore & Partners S.A., Luxembourg	23138
Euro-Connect S.A., Luxembourg	23148	Moore & Partners S.A., Luxembourg	23139
Euro-Print, S.à r.l., Schrodweiler	23172	Multimediapress, S.à r.l., Colmar-Berg	23172
Euro.Trafico S.A., Colmar-Berg	23172	Obizco, S.à r.l., Luxembourg	23180
Eurocal, S.à r.l., Luxembourg	23166	Origami Immobilière S.A., Luxembourg	23153
European Wave Investments S.A., Luxembourg ..	23162	Parc Matériel S.A., Luxembourg	23145
Finanz Universal S.A., Luxembourg	23165	Parc Matériel S.A., Luxembourg	23145
Finanz Universal S.A., Luxembourg	23165	Parc Matériel S.A., Luxembourg	23145
Finox Holding S.A., Luxembourg	23177	Parc Matériel S.A., Luxembourg	23145
G.I.S. Global Info Systems S.A., Bertrange	23171	Peintures et Décors Lucas, S.à r.l., Heffingen ...	23170
Garage Pianaro, S.à r.l., Luxembourg	23170	Perfect Consulting S.A., Luxembourg	23149
Ger-Adtec, S.à r.l., Bridel	23170	Phinda Holding S.A., Luxembourg	23150
Gica S.C.A., Luxembourg	23141	Phinda Holding S.A., Luxembourg	23151
Gica S.C.A., Luxembourg	23141	Renvest S.A.H., Luxembourg	23168
Gica S.C.A., Luxembourg	23142	Schutz & Wagner S.A., Rumelange	23141
Gica S.C.A., Luxembourg	23142	Schutz & Wagner S.A., Rumelange	23141
Gica S.C.A., Luxembourg	23142	Servet, S.à r.l., Colmar-Berg	23171
Gica S.C.A., Luxembourg	23142	Soberton S.A., Luxembourg	23138
Graphik und Print-Gap A.G., Luxembourg	23181	Sotec Equipement, S.à r.l., Colmar-Berg	23171
Hexagon (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg ...	23140	Springbock Investments S.A., Luxembourg	23153
Hexagon (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg ...	23140	Timco, S.à r.l., Colmar-Berg	23170
Hexagon (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg ...	23140	TPI Participations, S.à r.l., Luxembourg	23172
Horsch Entsorgung G.m.b.H., Luxembourg	23145	TPI Participations, S.à r.l., Luxembourg	23176
In.Tra.Mag, S.à r.l., Colmar-Berg	23168	V.V.B. International Holding, G.m.b.H., Luxembourg	23143
In.Tra.Mag, S.à r.l., Colmar-Berg	23168	Ygrek Holding S.A., Luxembourg	23144
International Aluminum S.A.H., Luxembourg ...	23166	Ygrek Holding S.A., Luxembourg	23144
International Aluminum S.A.H., Luxembourg ...	23166		

AAE RAILCAR, S.à r.l, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.

R. C. Luxembourg B 65.380.

Acte Constitutif publié à la page 29149 du Mémorial C n° 608 du 22 août 1998

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 562, fol. 46, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

(80841/581/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

SOBERTON S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 8, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 66.845.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 23 novembre 2001

1. Dorénavant la devise du capital social, de la valeur des actions ainsi que des comptes de la société sera l'Euro. Afin d'aboutir à un arrondi raisonnable, le capital est fixé à EUR 36.120,-, composé par 7.000 actions d'une valeur nominale de EUR 5,16 chacune. Conformément aux modalités inscrites à l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la loi du 26 novembre 1998, la différence entre le capital social converti et le capital social ancien, s'élevant à EUR 31,98 sera comptabilisée dans un compte de réserve non distribuable.

2. Article 5 des Statuts est modifié pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à 36.120,- EUR représenté par 7.000 actions ordinaires d'une valeur nominale de EUR 5,16 chacune.»

Luxembourg, le 23 novembre 2001.

Pour extrait conforme

SOBERTON S.A.

Signatures

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2001, vol. 562, fol. 36, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80872/694/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

MOORE & PARTNERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 72, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 72.881.

Aujourd'hui le 6 décembre 2000.

Sont réunis en assemblée générale au siège social de la société MOORE & PARTNERS S.A., 72, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg.

(1) La société de droit anglais MAYA INVEST LTD, avec siège social à 4, Broad Street, JE48TS, Saint-Hélier (Jersey), ici représentée par son directeur Monsieur Lucien Voet, expert-comptable, demeurant à L-1537 Luxembourg, 1, rue des Foyers.

Teneur de: 2.999 actions

(2) La société de droit luxembourgeois AUDICO INTERNATIONAL S.A., avec siège social à 14, rue de la Chapelle, L-8017 Strassen, (Résidence Beethoven), ici représentée par son directeur Monsieur Lucien Voet, expert-comptable, demeurant à L-1537 Luxembourg, 1, rue des Foyers.

Teneur de: 1 action

En total: 3.000 actions

Toutes les actions étant représentées, l'assemblée est déclarée régulièrement constituée et est déclarée ouverte à 14.30 heures.

Avec unanimité des votes, est nommé comme Président de cette assemblée directeur Monsieur Lucien Voet, et comme secrétaire, directeur Monsieur Lucien Voet, qui accepte les deux mandats.

Le Président donne lecture de l'agenda:

(1) démission et décharge des administrateurs,

(2) nomination des administrateurs,

(3) divers.

Les actionnaires présents déclarent avoir dûment pris connaissance de l'agenda.

(1) Démission et décharge des administrateurs:

- Monsieur Guy Paul Hermans a déclaré vouloir renoncer à son mandat d'administrateur.

Le Président demande à l'assemblée de bien vouloir donner suite à cette demande et de vouloir donner, en même temps, décharge à Monsieur Guy Paul Hermans.

Vote: L'assemblée vote, avec unanimité: la démission de Monsieur Guy Paul Hermans est acceptée et lui est rendue décharge pour l'exécution de son mandat.

- Madame Natalie Kornienkova a déclaré de vouloir renoncer à son mandat d'administrateur.

Le Président demande à l'assemblée de bien vouloir donner suite à cette demande et de vouloir donner, en même temps, décharge à Madame Natalie Kornienkova.

Vote: L'assemblée vote, avec unanimité: la démission de Madame Natalie Kornienkova est acceptée et lui est rendue décharge pour l'exécution de son mandat.

(2) Nomination administrateur

- Le Président suggère que Monsieur Luc Timmermans, demeurant à B-2640 Mortsel, Kretenburgstraat 26, soit nommé comme administrateur pour une période de six années.

Monsieur Luc Timmermans confirme que si l'assemblée le considère digne de ce mandat, il acceptera cet honneur.

Vote: L'assemblée vote, avec unanimité: est nommé comme administrateur pour une période de six années, Monsieur Luc Timmermans, qui accepte son mandat.

- Le Président suggère que Monsieur Eric Timmermans, demeurant à B-2100 Antwerpen, Venneborglaan 15, soit nommé comme administrateur pour une période de six années.

Monsieur Eric Timmermans confirme que si l'assemblée le considère digne de ce mandat, il acceptera cet honneur.

Vote: L'assemblée vote, avec unanimité: est nommé comme administrateur pour une période de six années, Monsieur Eric Timmermans, qui accepte son mandat.

- Le Président suggère que Monsieur Peter s'Jongers, demeurant à B-2620 Hemiksen, Wouwerstraat 9, soit nommé comme administrateur pour une période de six années.

Monsieur Peter s'Jongers confirme que si l'assemblée le considère digne de ce mandat, il acceptera cet honneur.

Vote: L'assemblée vote, avec unanimité: est nommé comme administrateur pour une période de six années, Monsieur Peter s'Jongers, qui accepte son mandat.

- Le Président suggère que Monsieur Piet Verstraete, demeurant à B-3384 Glabbeek, Doelaagstraat 24, soit nommé comme administrateur pour une période de six années.

Monsieur Piet Verstraete confirme que si l'assemblée le considère digne de ce mandat, il acceptera cet honneur.

Vote: L'assemblée vote, avec unanimité: est nommé comme administrateur pour une période de six années, Monsieur Piet Verstraete, qui accepte son mandat.

(3) Divers

Le Président demande, sans réaction quelconque des actionnaires présents, s'il y avait encore des points à discuter.

L'assemblée donne mandat et pouvoir à Monsieur Lucien Voet, ici présent, pour faire le nécessaire afin que les décisions de cette assemblée soient officialisées dans les formes prescrites.

Le Président déclare l'assemblée clôturée à 15.00 heures.

Rédigé au Luxembourg, à la date susmentionnée, en 5 exemplaires, dont chaque partie reconnaît en avoir reçu un.

Pour MAYA INVEST LTD / Pour AUDICO INTERNATIONAL S.A.

L. Voet

Directeur

L. Timmermans / E. Timmermans / P. s'Jongers / P. Verstraete

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 562, fol. 47, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80943/000/71) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

MOORE & PARTNERS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1150 Luxembourg, 72, route d'Arlon.

R. C. Luxembourg B 72.881.

Procès-verbal du Conseil d'Administration du 6 décembre 2000

Sont présents:

- Monsieur Lucien Voet,
- Monsieur Luc Timmermans,
- Monsieur Eric Timmermans,
- Monsieur Peter s'Jongers,
- Monsieur Piet Verstraete.

Il est convenu et agréé, à la majorité des voix, de nommer:

- Monsieur Luc Timmermans, demeurant à B-2640 Mortsel, Kretenburgstraat 26,
- Monsieur Eric Timmermans, demeurant à B-2100 Antwerpen, Venneborglaan 15,
- Monsieur Peter s'Jongers, demeurant à B-2620 Hemiksen, Wouwerstraat 9,
- Monsieur Piet Verstraete, demeurant à B-3384 Glabbeek, Doelaagstraat 24.

Pour une durée de six années et rééligible en temps qu'administrateurs délégués avec tous les pouvoirs.

Fait à Luxembourg, le 6 décembre 2000.

L. Voet / L. Timmermans / E. Timmermans / P. S'Jongers / P. Verstraete.

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 562, fol. 47, case 3. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80944/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

HEXAGON (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.

R. C. Luxembourg B 64.575.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1999, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 567, fol. 44, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(80932/565/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

HEXAGON (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.

R. C. Luxembourg B 64.575.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2000, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 567, fol. 14, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(80933/565/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

HEXAGON (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-2210 Luxembourg, 38, boulevard Napoléon I^{er}.

R. C. Luxembourg B 64.575.

Extrait du procès-verbal des résolutions prises par l'associé unique en date du 26 novembre 2001

1. L'associé acte la démission de Messieurs Rudi Vandenput et Pascal Paternotte de leur mandat de gérant et lui donne décharge pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

2. L'associé nomme gérant la société anonyme COREX S.A. établie à 10, avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg.

Pour extrait conforme

Pour la société

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 562, fol. 44, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80934/565/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

ANAGRAM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.

R. C. Luxembourg B 73.980.

Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue à Luxembourg le 28 Novembre 2001

L'an deux mille un, le dix octobre, l'Assemblée Générale Extraordinaire s'est réunie au siège social de la société sous la présidence de M. Guy Feite, directeur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

M. le Président constate que tous les actionnaires, représentant l'intégralité du capital social sont présents ou représentés à la présente assemblée et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les actionnaires ont été préalablement informés.

Ordre du jour:

Transfert du siège social au 38, avenue du X septembre, L-2550 Luxembourg.

Résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société au 38, avenue du X septembre, L-2550 Luxembourg, avec effet immédiat.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

Fait et passé à Luxembourg, le 28 novembre 2001.

Le Président.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2001, vol. 562, fol. 36, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80953/000/23) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

SCHUTZ & WAGNER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3754 Rumelange, 1, rue de l'Usine.

R. C. Luxembourg B 25.257.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg le 10 octobre 2001

L'Assemblée générale approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2000 clôturant avec un bénéfice de LUF 2.020.235,- et décide de reporter le bénéfice comme suit:

Réserve d'investissement:	218.500,-
Résultats reportés:	1.801.735,-

Les actionnaires prennent en outre les décisions suivantes:

décident de convertir le capital social actuellement exprimé en 2.000.000,- LUF en 49.578,70 EUR.

décident d'augmenter le capital social de 421,30 EUR pour le porter de son montant de 49.578,70 EUR à 50.000,- EUR par apports.

décident d'adapter l'article 4 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à cinquante mille (50.000,-) Euro, représenté par deux cents (200) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante (250) Euro chacune.»

Pour compte de SCHUTZ & WAGNER S.A.

FIDUPLAN S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2001, vol. 562, fol. 36, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80945/752/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

SCHUTZ & WAGNER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3730 Rumelange, 1, rue de l'Usine.

R. C. Luxembourg B 25.257.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2001, vol. 562, fol. 36, case 8, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour compte de SCHUTZ & WAGNER S.A.

FIDUPLAN S.A.

(80977/752/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

GICA S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 31.027.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1998, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 562, fol. 44, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(80935/565/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

GICA S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 31.027.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale tenue le 14 avril 1999

4. Par votes spéciaux, l'Assemblée Générale donne, à l'unanimité des voix, décharge pleine et entière à l'associé-commandité-gérant et aux membres du conseil de surveillance pour l'ensemble des mandats jusqu'à ce jour;

Pour extrait conforme

M. Ceulemans

Associé-Commandité-Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 562, fol. 44, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80936/565/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

GICA S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 31.027.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 1999, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 560, fol. 44, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(80937/565/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

GICA S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 31.027.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale tenue le 12 avril 2000

4. Par votes spéciaux, l'Assemblée Générale donne à l'unanimité des voix décharge pleine et entière à l'associé-commandité-gérant et aux membres du conseil de surveillance pour l'ensemble des mandats jusqu'à ce jour;

Pour extrait conforme

M. Ceulemans

Associé-Commandité-Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 562, fol. 44, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80938/565/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

GICA S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 31.027.

Le bilan et l'annexe au 31 décembre 2000, ainsi que les autres documents et informations qui s'y rapportent, enregistrés à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 562, fol. 44, case 12, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

(80939/565/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

GICA S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 4, boulevard Joseph II.
R. C. Luxembourg B 31.027.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale tenue le 11 avril 2001

4. Par votes spéciaux, l'assemblée générale donne, à l'unanimité des voix, décharge pleine et entière à l'associé-commandité-gérant et aux membres du conseil de surveillance pour l'ensemble des mandats jusqu'à ce jour;

Pour extrait conforme

M. Ceulemans

Associé-Commandité-Gérant

Enregistré à Luxembourg, le 14 décembre 2001, vol. 562, fol. 44, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80940/565/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

**DANVER INTERNATIONAL S.A., Société Anonyme,
avec enseigne commerciale DANVER FINANCE (D.F.).**

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 73.488.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Hesperange, le 4 décembre 2001.

G. Lecuit.

(81018/220/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

IRECO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, rue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 10.339.

Extrait de l'Assemblée Générale ordinaire du 10 décembre 2001 statuant sur les comptes annuels 2000

L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2000 clôturant avec un bénéfice de LUF 1.919.361,- et décide d'affecter le résultat comme suit:

Dividendes	1.500.000,-
Résultats reportés	323.393,-
Réserve légale	95.968,-

Pour le compte de IRECO S.A.

FIDUPLAN S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 30, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80970/752/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

IRECO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, rue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 10.339.

Extrait du procès-verbal de la réunion des associés tenue à Luxembourg le 12 décembre 2001

Les associés prennent les décisions suivantes:

Décident de convertir le capital social actuellement exprimé en 51.078.138,- LUF en 1.266.193,97 EUR.

Décident d'augmenter le capital social de 3.806,03 EUR pour le porter de son montant de 1.266.193,97 EUR à 1.267.000,- EUR par affectation du résultat reporté.

Décident d'adapter l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à EUR 1.267.000,- (un million deux cent soixante-sept mille euros), représenté par quatre cents (400) actions sans désignation de valeur nominale, disposant chacune d'une voix aux assemblées générales.»

Pour le compte de IRECO S.A.

FIDUPLAN S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2001, vol. 562, fol. 36, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80946/752/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

IRECO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, rue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 10.339.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 30, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le compte de IRECO S.A.

FIDUPLAN S.A.

(80973/752/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

V.V.B. INTERNATIONAL HOLDING, G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2340 Luxembourg, 23, rue Philippe II.
R. C. Luxembourg B 47.693.

Constituée par-devant M^e Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch, en date du 16 mai 1994, acte publié au Mémorial C n°363 du 28 septembre 1994, modifiée par-devant le même notaire en date du 17 décembre 1997, acte publié au Mémorial C n°341 du 10 mai 2001.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 28, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour V.V.B. INTERNATIONAL HOLDING G.m.b.H.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

(80961/528/15) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

LOGISTIK & RECHNUNGSWESEN BERATUNG S.A., Aktiengesellschaft.Gesellschaftssitz: L-2210 Luxembourg, 72, boulevard Napoléon I^{er}.

H. R. Luxembourg B 59.980.

Auszug aus dem Bericht über die ordentliche Generalversammlung der Aktionäre über das Geschäftsjahr 2000 in Luxembourg am 29. November 2001

Die Bilanz und die Gewinn und Verlustrechnung per 31. Dezember 2000 werden gutgeheissen.

Der Verlust über LUF 2.711.251,- für das Jahr 2000 wird auf neue Rechnung vorgetragen.

Die Versammlung gewährt den Verwaltungsratsmitgliedern und dem Rechnungskommissar vollständige Entlastung bedingungslos und jedem einzelnen für das Geschäftsjahr 2000.

Die Generalversammlung beschliesst die Gesellschaft nicht aufzulösen und die Aktivitäten fortzusetzen.

Die Generalversammlung beschliesst das Gesellschaftskapital von LUF in EUR umzuwechseln.

Die Generalversammlung beschliesst Artikel 5 der Satzungen folgenden Wortlaut zu geben: «Das Gesellschaftskapital beträgt dreissigtausendneunhundertsevenundachtzig Euro (30.987,- EUR) und ist in einhundert (100) Aktien mit einem Nennwert von je dreihundertneun Komma siebenundachtzig (309,87) Euro aufgeteilt.»

Für gleichlautenden Auszug

FIDUPLAN S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 30, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80947/752/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

LOGISTIK & RECHNUNGSWESEN BERATUNG S.A., Société Anonyme.Siège social: L-2210 Luxembourg, 72, boulevard Napoléon I^{er}.

R. C. Luxembourg B 59.980.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 30, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le compte de LOGISTIK & RECHNUNGSWESEN BERATUNG S.A.

FIDUPLAN S.A.

(80972/752/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

YGREK HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R. C. Luxembourg B 29.180.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2001, vol. 562, fol. 9, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2001.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(81000/502/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

YGREK HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R. C. Luxembourg B 29.180.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2001, vol. 562, fol. 9, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Extrait des décisions prises par l'Assemblée Générale

Conformément aux dispositions légales, les associés, après en avoir délibéré, ont décidé de convertir le capital social actuel de LUF 1.250.000,- en EUR 30.986,70, représenté par 1.250 parts sociales d'une valeur nominale de 24,79 EUR.

Par conséquent le premier alinéa de l'article 3 des statuts est modifié comme suit:

Le capital social est fixé à EUR 30.986,70, représenté par 1.250 parts sociales d'une valeur nominale de 24,79 EUR.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2001.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(81001/502/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

PARC MATERIEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 21, rue des Celtes.
R. C. Luxembourg B 52.981.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée générale ordinaire tenue à Luxembourg le 6 décembre 2001

L'Assemblée générale approuve les comptes annuels des exercices 1999 et 2000 clôturant avec les bénéfices suivants:

Année 1999: 3.265.576

Année 2000: 1.913.453

et propose de les reporter comme suit:

Réserve d'investissement 1999:	105.500,-
Réserve d'investissement 2000:	199.000,-
Réserve légale 1999:	163.279,-
Réserve légale 2000:	95.673,-
Résultats reportés 1999:.....	2.996.797,-
Résultats reportés 2000:.....	1.618.780,-

Les actionnaires prennent en outre les décisions suivantes:

Décident de convertir le capital social au montant de LUF 1.250.000,- en 30.986,69 EUR.

Décident d'augmenter le capital social dans le cadre autorisé par la loi relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital, de EUR 263,31 à EUR 31.250,- par incorporation de résultats reportés.

Décident d'adapter l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«Le capital social est fixé à la somme de trente et un mille deux cent cinquante euros (31.250,- EUR) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) actions de vingt-cinq euros (25,- EUR) chacune, entièrement libérées.»

Pour le compte de PARC MATERIEL S.A.

FIDUPLAN S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 30, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80948/752/28) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

PARC MATERIEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 21, rue des Celtes.
R. C. Luxembourg B 52.981.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 30, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le compte de PARC MATERIEL S.A.

FIDUPLAN S.A.

(80971/752/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

PARC MATERIEL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1318 Luxembourg, 21, rue des Celtes.
R. C. Luxembourg B 52.981.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 30, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le compte de PARC MATERIEL S.A.

FIDUPLAN S.A.

(80974/752/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

HORSCH ENTSORGUNG, G.m.b.H., Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

Gesellschaftssitz: L-1718 Luxembourg, 51, rue Haute.
H. R. Luxembourg B 36.426.

Koordinierte Statuten hinterlegt auf der Gerichtskanzlei beim Bezirksgericht in Luxemburg, am 17. Dezember 2001.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, erteilt.

Junglinster, den 13. Dezember 2001.

J. Seckler.

(81021/231/9) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

LALANDE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 83.822.

L'an deux mille un, le vingt-sept novembre.

Par-devant Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme LALANDE FINANCE S.A., avec siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 83.822,

constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 20 septembre 2001, non encore publié au Mémorial C.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Jean Faber, licencié en sciences économiques, demeurant à L-Bereldange,

qui désigne comme secrétaire Mademoiselle Nadia Printz, employée privée, demeurant à L-Niedercorn.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Marie-Hélène Moschini, employée privée, demeurant à F-Hussigny.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social de la société à concurrence de euros 569.000,- pour le porter de son montant actuel de euros 31.000,- à euros 600.000,- par la création et l'émission de 569 actions nouvelles d'une valeur nominale de 1.000,- euros chacune.

2. Souscription et libération des actions nouvelles.

3. Modification de l'article 3, alinéa premier des statuts.

4. Insertion d'un nouvel article relatif aux actions et à la cession des actions et suppression dans l'article 3 des statuts des alinéas 2, 3 et 5.

5. Renumérotation des articles des statuts.

6. Divers.

II. Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte ensemble avec les procurations paraphées ne varietur par les mandataires.

III. Il résulte de la liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de cinq cent soixante-neuf mille euros (EUR 569.000,-) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) à six cent mille euros (EUR 600.000,-), par la création et l'émission de cinq cent soixante-neuf (569) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, à souscrire par les actionnaires existants et à libérer par un versement en numéraire.

Sont intervenus aux présentes les actionnaires existants, savoir:

a) La société GLOBAL SERVICES OVERSEAS INC., avec siège social à Panama City,

b) la société INTERNATIONAL BUSINESS SERVICES INC., avec siège social à Panama City,

ici représentées par Monsieur Jean Faber, licencié en sciences économiques, demeurant à L-Bereldange, en vertu de deux procurations générales déposées au rang des minutes du notaire Schuman, de résidence à Differdange, en date du 3 mai 2000,

lesquelles intervenantes déclarent souscrire les actions nouvelles comme suit:

1) la société GLOBAL SERVICES OVERSEAS INC., prénommée, deux cent quatre-vingt-cinq actions 285

2) la société INTERNATIONAL BUSINESS SERVICES INC., prénommée, deux cent quatre-vingt-quatre actions 284

Total: cinq cent soixante-neuf actions 569

La libération en espèces desdites actions a été prouvée au notaire qui le constate par certificat bancaire.

Deuxième résolution

A la suite de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à six cent mille euros (EUR 600.000,-) représenté par six cents (600) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, entièrement libérées.»

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer les alinéas 2, 3 et 5 de l'article 3 des statuts.

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide d'insérer un nouvel article 4 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

«**Art. 4. § 1.- Actions.** Les actions de la Société sont nominatives.

Un registre des actions sera tenu au siège de la Société, où il pourra être consulté par chaque actionnaire.

La propriété des actions sera établie par inscription dans ledit registre.

Sur demande, des certificats constatant les inscriptions dans ledit registre pourront être émis par la Société. Des certificats constatant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront signés par deux administrateurs.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

§ 2.- Droit de préemption. En cas de cession d'actions entre vifs à des actionnaires ou à des tiers non actionnaires, tous les autres actionnaires ont un droit de préemption en proportion à leur participation dans le capital restant. Le droit de préemption qui n'est pas exercé par un ou plusieurs actionnaires accroît proportionnellement celui des autres actionnaires.

§ 3.- Cession d'actions. L'actionnaire qui désire céder tout ou partie de ses actions (le «cédant») à un autre actionnaire ou à un tiers non-actionnaire (le «cessionnaire») doit en informer le conseil d'administration par lettre recommandée («l'avis de cession») en indiquant le nombre des actions dont la cession est demandée, les nom, prénom, profession et domicile des cessionnaires proposés, ainsi que le prix de cession des actions.

Dans les huit jours de la réception de l'avis de cession, le conseil d'administration transmet la copie de l'avis de cession aux autres actionnaires par lettre recommandée aux fins de se prononcer sur l'exercice de leur droit de préemption.

Les autres actionnaires auront alors un droit de préemption pour l'achat des actions dont la cession est proposée. Le non-exercice, total ou partiel, par un actionnaire de son droit de préemption accroît celui des autres. En aucun cas les actions ne sont fractionnées; si le nombre des actions à céder n'est pas exactement proportionnel au nombre des actions pour lesquelles s'exerce le droit de préemption, les actions en excédent sont, à défaut d'accord, attribuées par la voie du sort et sous la responsabilité du conseil d'administration.

L'actionnaire qui entend exercer son droit de préemption doit en informer le conseil d'administration par lettre recommandée endéans les quinze jours de la réception de la copie de l'avis de cession envoyé conformément aux dispositions qui précèdent, faute de quoi il est déchu de son droit de préemption.

Dans les huit jours suivant l'écoulement de ce délai, le conseil d'administration indiquera aux actionnaires qui ont accepté d'exercer leur droit de préemption l'accroissement des droits de préemption des actionnaires résultant des dispositions du § 2.- de cet article. Pour l'exercice de ces droits de préemption, les actionnaires jouiront d'un délai supplémentaire de quinze jours courant à partir de la réception de la notification du conseil d'administration envoyée conformément à ce qui précède.

En cas d'exercice du droit de préemption, le prix à payer par les autres actionnaires au cédant sera celui de la valeur effective des actions cédées évaluée par un expert nommé d'un commun accord ou, à défaut, par un collège de trois experts, qui seront obligatoirement membres de l'Institut des Réviseurs d'Entreprises à Luxembourg, dont un nommé par le cédant, un autre par les autres actionnaires et le troisième choisi d'un commun accord par les deux premiers. L'évaluation devra être faite dans un délai de soixante jours de la nomination du ou des experts.

Au cas où les autres actionnaires n'exerceraient pas le droit de préemption pour la totalité des actions mises en vente par le cédant, ce dernier sera libre de vendre les actions pour lesquelles le droit de préemption n'est pas exercé à l'acheteur intéressé aux conditions précédemment communiquées, la cession devant alors obligatoirement se faire dans les quatre-vingt-dix jours à partir de l'échéance de l'ultime terme pour l'exercice du droit de préemption. Au cas où le transfert des actions n'aurait pas lieu endéans cette période, le droit de préemption des autres actionnaires reprend existence.»

Cinquième résolution

L'assemblée générale décide de renumérotter les autres articles des statuts.

Coût

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison de la présente augmentation de capital, sont évalués approximativement à 380.000,- francs luxembourgeois.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec Nous, notaire, le présent acte, n'ayant demandé à signer aucun autre actionnaire.

Signé: J. Faber, N. Printz, M.-H. Moschini, J.-P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 26 novembre 2001, vol. 132S, fol. 64, case 2. – Reçu 229.534 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2001.

J.-P. Hencks.

(80957/216/115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

LALANDE FINANCE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R. C. Luxembourg B 83.822.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J.-P. Hencks.

(80958/216/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

EURO-CONNECT S.A., Société Anonyme.

Gesellschaftssitz: L-2514 Luxembourg, 1, rue J.-P. Sauvage.
R. C. Luxembourg B 47.655.

*Auszug aus dem Bericht über die Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre
über das Geschäftsjahr 2000 in Luxemburg am 12. Dezember 2001*

Die Bilanz und die Gewinn und Verlustrechnung per 31. Dezember 2000 werden gutgeheissen.

Der Gewinn über LUF31.429,- für das Jahr 2000 wird auf neue Rechnung vorgetragen.

Die Generalversammlung beschliesst das Gesellschaftskapital von LUF in Euro umzuwechseln.

Die Generalversammlung beschliesst das Gesellschaftskapital von 33.465,63 EUR auf 33.750,- EUR zu erhöhen durch Einbringung von Gewinnvorträgen.

Die Generalversammlung beschliesst Artikel 3 der Satzungen folgenden Wortlaut zu geben: «Das Gesellschaftskapital beträgt dreiunddreissigtausendsiebenhundertfünfzig (33.750,-) Euro und ist in eintausenddreihundertfünfzig (1.350) Aktien mit einem Nennwert von je fünfundzwanzig (25) Euro aufgeteilt.»

Für gleichlautenden Auszug

FIDUPLAN S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 30, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80950/752/20) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

EURO-CONNECT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2514 Luxembourg, 1, rue J.-P. Sauvage.
R. C. Luxembourg B 47.655.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 30, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour compte de EURO-CONNECT S.A.

FIDUPLAN S.A.

(80976/752/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

IRECO TRADING & PRODUCTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, rue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 68.051.

Extrait de l'Assemblée Générale ordinaire du 10 décembre 2001 statuant sur les comptes annuels 2000

L'assemblée approuve le bilan et le compte de profits et pertes au 31 décembre 2000 clôturant avec un bénéfice de EUR 193.327,77 et décide d'affecter le résultat comme suit:

Augmentation du capital	158.921,73
Réserve légale	9.666,39
Réserve d'investissement.	24.739,65

L'assemblée décide d'augmenter le capital social de la société de 340.000,- EUR, par incorporation des résultats reportés pour un montant de 181.078,27 et d'une partie du bénéfice de l'année 2000, soit de la somme de 158.921,73 EUR.

Pour compte de IRECO TRADING & PRODUCTION S.A.

FIDUPLAN S.A.

Enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 30, case 10. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80949/752/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

IRECO TRADING & PRODUCTION S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7327 Steinsel, rue J.F. Kennedy.
R. C. Luxembourg B 68.051.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 12 décembre 2001, vol. 562, fol. 30, case 10, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour compte de IRECO TRADING & PRODUCTION S.A.

FIDUPLAN S.A.

(80975/752/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

CAVALETTI, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: LUF 1.500.000,-.**Siège social: L-7240 Bereldange, 19, route de Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 65.470.

*Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires,
sur la conversion de la devise et l'augmentation du capital social de la société,
qui s'est réunie à Bereldange le 26 novembre 2001 à 10.00 heures.*

L'assemblée étant valablement constituée aborde l'ordre du jour qui a la teneur suivante:

1. Conversion de la devise du capital social.
2. Augmentation du capital social.

Première résolution

Les actionnaires décident de convertir la devise du capital social de un million cinq cents mille francs luxembourgeois (LUF 1.500.000,-) en trente-sept mille cent quatre-vingt-quatre virgule zéro trois Euros (EUR 37.184,03).

La valeur nominale de cinq mille francs luxembourgeois (LUF 5.000,-) par part sociale des trois cents (300) parts sociales existantes, est supprimée, conformément à l'article premier de la loi du 10 décembre 1998 relative à la conversion par les sociétés commerciales de leur capital en Euros.

Deuxième résolution

Les actionnaires décident d'augmenter le capital social à concurrence de trois cent quinze virgule quatre-vingt-dix-sept Euros (EUR 315,97) pour le porter de son montant actuel de trente-sept mille quatre-vingt-quatre virgule zéro trois Euros (EUR 37.184,03) à trente-sept mille cinq cents Euros (EUR 37.500,-), par l'émission de trois cents (300) parts sociales nouvelles.

La valeur nominale des trois cents (300) parts sociales nouvelles est fixée à cent vingt-cinq Euros (125,-) par part sociale.

Ne varietur, Luxembourg, le 26 novembre 2001.

M. Faber / G. Conzemius

Associée / Associé

Enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 23, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80951/000/31) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

PERFECT CONSULTING S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 31.000,-.**Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.
R. C. Luxembourg B 81.338.

L'an deux mille un, le vingt-neuf octobre.

S'est tenue l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société PERFECT CONSULTING S.A. avec siège social au 38, avenue du X septembre, L-2550 Luxembourg, constituée suivant acte reçu par Maître Jean Seckler, notaire de résidence à Junglinster, en date du 15 mars 2001.

L'assemblée est présidée par Monsieur Eric Bourgois, directeur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

Monsieur le Président expose

1. qu'il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires, par les membres du bureau, sera annexée au procès-verbal, ensemble avec les procurations paraphées ne varietur par les membres du bureau.

2. qu'il résulte de la dite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social souscrit sont présentes ou représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut valablement décider sur tous les points portés à l'ordre du jour. Les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

3. que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Acceptation de la démission de l'administrateur M. Salvatore Corelli.
2. Nomination du nouveau administrateur en remplacement du précédent.

Première résolution

L'assemblée générale décide d'accepter la démission de M. Salvatore Corelli comme administrateur de la société et de lui donner décharge pleine et entière pour les activités exercées durant son mandat.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide, à l'unanimité, de nommer comme nouvel administrateur:

- Monsieur Abdou Bakaga, administrateur de sociétés, demeurant à 10, rue Cauchois, F-75018 Paris.

Son mandat prendra fin avec celui des autres administrateurs en fonctions.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, la séance s'est levée.

Luxembourg, 29 octobre 2001.

Signature
Le Président

Enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2001, vol. 562, fol. 36, case 6. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

(80952/000/38) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

PHINDA HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R. C. Luxembourg B 77.930.

L'an deux mille un, le vingt-sept novembre.

Par-devant Maître Jean Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme holding PHINDA HOLDING S.A., avec siège social à Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B, sous le numéro 77.930,

constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 26 septembre 2000, publié au Mémorial C numéro 175 du 7 mars 2001.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Monsieur Claude Faber, licencié en sciences économiques, demeurant à L-Mamer,

qui désigne comme secrétaire Madame Anne Francini, employée privée, demeurant à L-Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Mademoiselle Jeanne Piek, employée privée, demeurant à L-Consdorf.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'assemblée est conçu comme suit:

1. Augmentation du capital social à concurrence de EUR 69.000,-, pour le porter de son montant actuel de EUR 31.000,- à EUR 100.000,- par versement en numéraire et émission de 69 actions nouvelles d'une valeur nominale de EUR 1.000,- chacune et modification subséquente du 1^{er} alinéa de l'article 3 des statuts.

2. Souscription et libération des actions nouvelles.

3. Divers.

II. Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle après avoir été signée par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du Bureau, sera enregistrée avec le présent acte ensemble avec les procurations paraphées ne varietur par les mandataires.

III. Il résulte de la liste de présence que toutes les actions sont présentes ou représentées à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour, dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération, l'assemblée prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide d'augmenter le capital social à concurrence de soixante-neuf mille euros (EUR 69.000) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) à cent mille euros (EUR 100.000,-), par la création et l'émission de soixante-neuf (69) actions nouvelles d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000) chacune, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, à souscrire par les actionnaires existants et à libérer par un versement en numéraire.

Sont intervenus aux présentes les actionnaires existants, savoir:

a) La société GLOBAL SERVICES OVERSEAS INC., avec siège social à Panama City,

b) la société INTERNATIONAL BUSINESS SERVICES INC., avec siège social à Panama City,

ici représentées par Monsieur Claude Faber, licencié en sciences économiques, demeurant à L-Mamer,

en vertu de deux procurations générales déposées au rang des minutes du notaire Schuman, de résidence à Differdange, en date du 3 mai 2000,

lesquelles intervenantes déclarent souscrire les actions nouvelles comme suit:

1) la société GLOBAL SERVICES OVERSEAS INC., prénommée, trente-quatre actions 34

2) la société INTERNATIONAL BUSINESS SERVICES INC., prénommée, trente-cinq actions 35

Total: soixante-neuf actions 69

La libération en espèces desdites actions a été prouvée au notaire qui le constate par certificat bancaire.

Deuxième résolution

A la suite de la résolution qui précède, l'assemblée générale décide de modifier le 1^{er} alinéa de l'article 3 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à cent mille euros (EUR 100.000,-) représentée par cent (100) actions d'une valeur nominale de mille euros (EUR 1.000,-) chacune, entièrement libérées.»

Coût

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société en raison de la présente augmentation de capital, sont évalués approximativement à 120.000,- francs luxembourgeois.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, ont signé avec Nous, notaire, le présent acte, n'ayant demandé à signer aucun autre actionnaire.

Signé: C. Faber, A. Francini, J. Piek, J.-P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2001, vol. 10CS, fol. 66, case 11. – Reçu 27.835 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 décembre 2001.

J.-P. Hencks.

(80955/216/65) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

PHINDA HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.

R. C. Luxembourg B 77.930.

Le texte des statuts coordonnés a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

J.-P. Hencks.

(80956/216/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

DOM HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Registered office: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.

R. C. Luxembourg B 68.477.

In the year two thousand one, on the twentieth of November.

Before Maître Joseph Elvinger, notary public residing at Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held an Extraordinary General Meeting of the shareholders of DOM HOLDINGS S.A., a «société anonyme», established at L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre, R. C. Luxembourg section B number 68.477, incorporated by deed of the undersigned notary on February 10th, 1999, published in the Luxembourg Mémorial C number 317 of September 5th, 1999.

The meeting is presided by Miss Rachel Uhl, jurist, residing at Kédange, France.

The chairman appointed as secretary Mr Patrick Van Hees, jurist, residing at Messancy, Belgium.

The meeting elected as scrutineer Mr Hubert Janssen, jurist, residing at Torgny, Belgium.

The chairman declared and requested the notary to act:

I.- That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be registered with this minute.

II.- As appears from the attendance list, the four hundred twenty (420) shares representing the whole capital of the corporation (with an amount of USD 42,000.-) are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda.

III.- That the agenda of the present extraordinary general meeting is the following:

Agenda

1. Decision to throw deliberately the company into liquidation and to dissolve it early.

2. Appointment of Mr Stefano Giuffra, as liquidator and determination of his powers.

After the foregoing was approved by the meeting, the meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides the early dissolution of the company and its deliberated throwing into liquidation.

Second resolution

The meeting appoints as liquidator:

Mr Stefano Giuffra, administrateur de sociétés, residing at Luxembourg.

All powers are granted to the liquidator to represent the company for all operation being a matter of liquidation purpose to realise the assets, to discharge all liabilities and to distribute the net assets of the company to the shareholders in proportion to their shareholding, in kind or in cash.

The said person may in particular, without the following enumeration being limitative, sell, exchange and alienate all movable properties and rights, and alienate the said property or properties if the case arises, grant release with waiver of all chattels, charges, mortgages and rescissory actions, of all registrations, entries, garnishments and attachments, absolve the registrar of mortgages from automatic registration, accord all priorities of mortgages and of charges, concede priorities of registration, make all payments even if they are not ordinary administrative payments, remit all debts, compound and compromise on all matters of interest to the Company, extend all jurisdictions, and renounce remedies at law or acquired rights of prescription.

There being no further business on the Agenda, the meeting was thereupon adjourned.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing persons and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version will prevail.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille un, le vingt novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réuni l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme DOM HOLDINGS S.A., ayant son siège social à L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg, section B sous le numéro 68.477, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 10 février 1999, publié au Mémorial C numéro 317 du 5 septembre 1999.

La séance est ouverte sous la présidence de Mademoiselle Rachel Uhl, juriste, demeurant à Kédange, France.

Le président désigne comme secrétaire Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Hubert Janssen, juriste, demeurant à Torgny, Belgique.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, les scrutateurs et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il appert de cette liste de présence que les quatre cent vingt (420) actions représentant l'intégralité du capital social (d'un montant de USD 42.000,-), sont représentés à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Décision de la mise en liquidation volontaire et dissolution anticipée de la société.

2. Nomination de Monsieur Stefano Giuffra, comme liquidateur et détermination de ses pouvoirs.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide la dissolution anticipée de la société et sa mise en liquidation volontaire.

Deuxième résolution

L'assemblée nomme liquidateur:

Monsieur Stefano Giuffra, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

Pouvoir est conféré au liquidateur de représenter la société pour toutes opérations pouvant relever des besoins de la liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoir nets de la société aux actionnaires, proportionnellement au nombre de leurs actions, en nature ou en numéraire.

Il peut notamment, et sans que l'énumération qui va suivre soit limitative, vendre, échanger et aliéner tous biens meubles et droits; donner mainlevée, avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions, dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; accorder toutes priorités d'hypothèques et de privilèges; céder tous rangs d'inscription; faire tous paiements, même s'ils n'étaient pas de paiements ordinaires d'administration; remettre toutes dettes; transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux; proroger toutes juridictions; renoncer aux voies de recours ou à des prescriptions acquises.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont procès-verbal, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare que sur la demande des comparants le présent acte est en langue anglaise, suivi d'une version française.

A la demande des comparants et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Signé: R. Uhl, P. Van Hees, H. Janssen, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 novembre 2001, vol. 132S, fol. 60, case 4. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2001.

J. Elvinger.

(81011/211/98) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

DOM HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 38, avenue du X Septembre.
R. C. Luxembourg B 68.477.

Le bilan au 20 novembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 13 décembre 2001, vol. 562, fol. 36, case 6, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 décembre 2001.

(80954/000/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

SPRINGBOCK INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.
R. C. Luxembourg B 64.472.

Constituée par-devant M^e Gérard Lecuit, notaire de résidence à Hesperange, en date du 29 avril 1998, acte publié au Mémorial C n°565 du 4 août 1998.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 28, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *SPRINGBOCK INVESTMENTS S.A.*

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

(80962/528/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

ORIGAMI IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.
R. C. Luxembourg B 68.912.

Constituée par-devant M^e Jean Seckler, notaire de résidence à Junglister, en date du 10 mars 1999, acte publié au Mémorial C n°360 du 20 mai 1999.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 28, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour *ORIGAMI IMMOBILIERE S.A.*

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

(80963/528/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

ACCENTURE INTERNATIONAL CAPITAL S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Registered Office: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.

STATUTES

In the year two thousand one, the fourteenth day of November.

Before Maître Joseph Elvinger, notary residing in Luxembourg.

There appeared:

1. ACCENTURE INTERNATIONAL, S.à r.l., a incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 398, route d'Esch in L-1471 Luxembourg,

and

2. ACCENTURE FINANCE LTD, formerly known as ACCENTURE MINORITY III LTD, incorporated under the laws of Gibraltar, having its registered office at 57/63 Line Wall Road, P.O. Box 199, Gibraltar.

Each of the appearing parties is hereby represented by Nina Togouna, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given in Walnut Creek (USA) on October 30, 2001.

The said proxies, after having been signed ne varietur by the appearing person and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxy holder appointed Patrick Van Hees, lawyer, residing in Messancy, Belgium, as secretary of the deed.

Such appearing parties, acting in their respective capacities, have requested the officiating notary to record the following articles of incorporation (hereafter the «Articles») of a company which they declare to establish as follows:

Name - Registered office - Duration - Object**Art. 1. Form**

There exists among ACCENTURE INTERNATIONAL, S.à r.l., incorporated under the laws of Luxembourg and having its current registered office at 398, route d'Esch in L-1471 Luxembourg, being the general partner (gérant comman-

dité) (the «General Partner») of the Company (as defined hereafter), and ACCENTURE FINANCE LTD, incorporated under the laws of Gibraltar and having its current registered office at 57/63 Line Wall Road, P.O. Box 199, Gibraltar, being the limited partner (associé commanditaire) (the «limited partner») of the Company and all those persons or entities who may become limited partners (associés commanditaires) of the Company in the future a partnership limited by shares (société en commandite par actions) under the name of ACCENTURE INTERNATIONAL CAPITAL SCA (hereinafter referred to as the «Company»).

Hereinafter the limited partner and the General Partner will be referred to, where the context so requires, individually as a «Shareholder» and collectively as the «Shareholders».

Art. 2. Term

The Company is incorporated for an unlimited period of time.

The Company shall not come to an end in the event of the occurrence of the resignation, dissolution or bankruptcy or insolvency of the General Partner. The members of the Supervisory Board (as referred to hereafter in Article 16) may appoint an interim manager, who mayor may not be a shareholder.

The interim manager shall adopt urgent measures and those of ordinary administration until the holding of a general meeting of Shareholders, which has to resolve on the continuation or discontinuation of the Company and in case of a decision to continue the Company's activities, the designation of a replacement general partner. The interim manager shall, within fifteen days of his appointment, convene the general meeting of Shareholders in accordance with the procedures laid down in Article 11 hereafter.

The interim manager (regardless of whether or not he is a limited shareholder) shall be liable only for the performance of his mandate.

Art. 3. Purposes

The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquiring of participating interests in any enterprises in whatever form and the administration, management, control and development of those participating interests.

The Company shall act as Accenture intra-group finance and lending vehicle. To that effect it may fund itself by borrowing funds from affiliate companies and/or unrelated third party lenders and capital markets parties, entering into loan and finance agreements, issuing bonds, notes or other debt or equity instruments (convertible or not) both in public and private placements, in registered or bearer form, with any denomination and payable in any currencies. It may also enter into hedging transactions and buy/sell derivative products.

In particular, the Company may use its funds whether borrowed or not for the creation, development and control of any enterprise and the grant to companies in which the Company has a direct or indirect participating interest, and/or to any affiliates of the group the Company is a member of and/or any parent company of the Company, of any financial assistance, support, loans, advances, security or guarantees.

The Company may furthermore carry out any commercial, industrial or financial operations as well as any transactions in respect of real estate or moveable property.

Art. 4. Registered office

The registered office of the Company is established in Luxembourg City, Grand Duchy of Luxembourg. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by a resolution of the General Partner.

In the event that the General Partner determines that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that interfere or are likely to interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg partnership limited by shares.

Art. 5. Capital

5.1 The subscribed and issued capital of the Company is set at EUR 31,000.- (thirty-one thousand Euro) divided into 1 (one) limited share with a par value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) held by the limited partner (the «Limited Shares») (Actions de Commanditaire) and 24,799 (twenty-four thousand seven hundred ninety-nine) unlimited shares held by the General Partner (the «Unlimited Shares») (Actions de Commandité) with a par value of one Euro and twenty-five cents (EUR 1.25) each.

The issued capital of the Company may be increased or reduced by a decision of a meeting of Shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles of Association.

The General Partner's Shares and the Limited Shares will be individually referred to as a «Share» and collectively as the «Shares».

5.2 The Shares are issued as redeemable shares to which the terms of article 49-8 of the Luxembourg Companies' Act dated August 10, 1915, as amended (the «Law») shall apply.

Art. 6. Shares

6.1 The Company recognises only one holder per Share; in case a Share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed or designated by the joint holders as the sole owner in relation to the Company.

6.2 The Limited Shares and the General Partner's Shares of the Company are and they continue to stay in registered form. The Shares are not certificated but a certificate (certificat d'inscription nominative) witnessing the registration of the relevant Shareholder in the share register of the Company and the number of Shares held by him/it shall be issued by the Company on request of the Shareholder.

6.3 A share register shall be kept at the registered office of the Company and, to the extent the General Partner shall so decide, with a transfer agent and registrar. Such register shall set forth the name of each Shareholder, his residence or elected domicile, the number of shares held by him, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers.

6.4 Unpaid amounts, if any, on issued and outstanding Shares may be called at any time at the discretion of the General Partner, provided however that calls shall be made on all the Shares in the same proportion and at the same time. Any sum, the payment of which is in arrear, automatically attracts interest in favour of the Company at the rate of ten per cent per year calculated from the date when the payment was due until the date of the actual payment.

6.5 The transfer of the shares is subject to a right of first refusal to be exercised by the other Shareholders pro rata to their shareholding in the Company.

Art. 7. Redemption of Shares

The Company is authorised to redeem its shares within the limits and conditions set by article 49-8 of the Law. A redemption of Shares must be approved by a resolution at a meeting of Shareholders passed by a two thirds majority of the Shares represented at the meeting including the consent of the General Partner.

Art. 8. Liability of Shareholders

The holders of Limited Shares are only liable up to the amount of their capital contribution made to the Company. The General Partner's liability shall be unlimited.

Art. 9. Meetings of Shareholders

The annual general meeting of Shareholders shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the registered office of the Company, or at such other place in Luxembourg as may be specified in the notice of meeting, on the fifth day of January 15 at 10.00 a.m. If such day is a bank holiday in the city of Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following Luxembourg business day.

Other meetings of Shareholders may be held at such place and time as may be specified in the respective notices of meeting.

All meetings of Shareholders shall be chaired by the General Partner.

Art. 10. Notice, quorum, proxies, majority

The notice periods and quorum rules required by the Law shall apply with respect to the meetings of Shareholders of the Company, as well as with respect to the conduct of such meetings, unless otherwise provided herein.

Each Share is entitled to one vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by appointing another person, whether a Shareholder or not, as his proxy in writing whether in original or by telefax, cable, telegram or telex.

Except as otherwise required by the Law or by these Articles of Association, resolutions at a meeting of Shareholders will be passed by a simple majority of those present and voting with the consent of the General Partner.

Art. 11. Convening notice

Shareholders' meetings shall be convened by the General Partner or by the Supervisory Board, pursuant to a notice setting forth the agenda and sent by registered mail at least eight days prior to the meeting to each Shareholder at the Shareholder's address on record in the share register of the Company or by a publication in the Luxembourg press and in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial).

If all the Shareholders are present or represented at a meeting of Shareholders, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

The General Partner may determine all reasonable conditions that must be fulfilled by Shareholders for them to participate in any meeting of Shareholders.

Art. 12. Powers of the meeting of Shareholders

Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Company shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It may only resolve on any item generally whatsoever only with the consent of the General Partner.

Art. 13. Management

The Company shall be managed by the General Partner who shall be the liable partner (associé-gérant-commandité) and who shall be personally, jointly and severally liable with the Company for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Company.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition in the Company's interest which are not expressly reserved by the Law or by these Articles of Association to the meeting of Shareholders or to the Supervisory Board.

The General Partner shall, subject to the terms of Article 16 hereof, namely have the power on behalf and in the name of the Company to carry out any and all of the purposes of the Company and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary, advisable or useful or incidental thereto. Except as otherwise expressly provided, the General Partner shall have, and shall have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Company, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Company.

Art. 14. Authorised signature

The Company shall be bound by the corporate signature of the General Partner or by the individual or joint signatures of any other persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion.

Art. 15. No remuneration of General Partner

The General Partner and the members or employees of the General Partner shall receive no remuneration from the Company for their duties.

Art. 16. Supervisory Board

The affairs of the Company and its financial situation including particularly its books and accounts shall be supervised by a supervisory board composed of at least three members (herein referred to as the «Supervisory Board»).

The Supervisory Board shall be consulted by the General Partner on such matters as the General Partner may determine and it shall authorise any actions of the General Partner that may, pursuant to the Law or under these Articles of Association, exceed the powers of the General Partner.

The members of the Supervisory Board may be Shareholders, other than the General Partner, or not. The members of the Supervisory Board are appointed by a simple majority vote of the meeting of Shareholders for a maximum term of six years, which shall be renewable. The members of the Supervisory Boards may be dismissed at any time and at the sole discretion of the meeting of Shareholders.

Retiring members of the Supervisory Board are eligible for re-election.

In the event of a vacancy on the Supervisory Board because of death, retirement or otherwise, the remaining members of the Supervisory Boards may meet and may elect by a majority vote a member of the Supervisory Board to fill such vacancy until the next meeting of Shareholders.

If the majority of the members of the Supervisory Boards vacate the office a meeting of the Shareholders shall be convened in order to appoint a new Supervisory Board.

The general meeting of Shareholders shall determine the remuneration of the Supervisory Board.

The Supervisory Board shall be convened by its chairman (appointed by the Supervisory Board from amongst its members) or by the General Partner.

Written notice of any meeting of the Supervisory Board shall be given to all members of the Supervisory Board with at least eight days prior notice, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived by the consent in writing, whether in original or by cable, telegram, telefax or telex of each member. Separate notice shall not be required for individual meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by resolution of the Supervisory Board. If all the members of the Supervisory Board are present or represented at a meeting of Supervisory Board, and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Any member may act at any meeting of the Supervisory Board by appointing in writing, whether in original or by cable, telegram, telex, telefax or other electronic transmission another member as his proxy.

The Supervisory Board can deliberate or act validly only if at least the majority of its members are present or represented. Resolutions shall be approved if taken by a majority of the votes of the members present or represented at such meeting. Resolutions may also be taken in one or several written instruments signed by all the members.

Art. 17. Minutes of the Supervisory Board

The minutes of a meeting of the Supervisory Board shall be signed by its chairman or, in his absence, by the chairman pro tempore who chaired such meeting. Copies or extracts of such minutes which are to be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or the chairman pro tempore or by two members of the Supervisory Board.

Art. 18. Accounting year - Accounts

The accounting year of the Company shall begin on September 1 and it shall terminate on August 31 of each year. The first accounting year of the Company shall end on August 31, 2002.

The accounts of the Company shall be stated in Euro.

The accounts of the Company shall be audited by an external auditor who shall be appointed for a term to be determined from time to time by a simple majority vote of the general meeting of the Shareholders.

Art. 19. Allocation of profits

From the annual net profits of the Company, five per cent (5 %) shall be allocated to the legal reserve as required by the Law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10 %) of the nominal issued share capital of the Company as stated in Article 5 hereof as increased or reduced from time to time.

The Shareholders of the Company shall have equal dividend rights on a per share basis.

The General Partner shall determine how the annual net profits shall be disposed of and it shall decide to pay dividends from time to time, as it, in its discretion, believes to suit best the corporate purpose and policy of the Company. The general meeting of Shareholders shall have to approve the General Partner's decision to pay dividends as well as the profit allocation proposed by the General Partner.

The dividends may be paid in Euro or in any other currency determined by the General Partner and they may be paid at such places and times as shall be determined by the General Partner.

The General Partner may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Law.

Art. 20. Dissolution and liquidation

The Company may be voluntarily dissolved by a resolution of the meeting of Shareholders with the consent of the General Partner or upon the occurrence of one of the events indicated in Article 2 above.

The liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named, by the meeting of Shareholders which shall also determine their powers and their remuneration.

Art. 21. Amendments

These Articles of Association may be amended from time to time by a meeting of Shareholders, subject to the quorum and majority requirements provided by the laws of Luxembourg, and subject to the consent of the General Partner.

Art. 22. Applicable law

All matters not governed by these Articles of Association shall be determined by application of the provisions of Luxembourg law, and, in particular, of the Law.

Subscription

The appearing parties hereby declare to subscribe to the 24,800 shares issued by the Company as follows:

- ACCENTURE INTERNATIONAL, S.à r.l. subscribes to 24,799 unlimited shares, and pays them up to the extent of 100 % by a contribution in cash of an aggregate amount of EUR 30,998.75.

and

- ACCENTURE FINANCE LTD, formerly known as ACCENTURE MINORITY III LTD, subscribes to 1 limited share and pay it up to the extent of 100 % by a contribution in cash of an aggregate amount of EUR 1.25.

Transitional provisions

The first business year begins today and ends on August 31, 2002. The first annual meeting will be held on January 15, 2003.

Statement - Costs

The notary executing this deed declares that the conditions prescribed by article 26 of the law of 10th August, 1915 as amended on commercial companies have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

The approximate amount of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately evaluated at LUF 70,000.- (seventy thousand Luxembourg francs).

Extraordinary General Meeting of Shareholders

The above named parties, representing the entirety of the subscribed capital, considering themselves to be duly convened, have proceeded to hold an extraordinary general meeting of Shareholders (the «Meeting») and having stated that the Meeting is regularly constituted, have passed the following resolutions by unanimous vote:

1. The number of the members of the Supervisory Board is set at four and that of the statutory auditor at one.

2. The following persons are appointed as members of the Supervisory Board of the Company:

* Harry L. You, Chief Financial Officer, residing at 1345 Avenue of the Americas, New York, NY 10105, U.S.A.,

* Douglas G. Scrivner, Company Secretary, residing at 1661 Page Mill Road, Palo Alto, CA 94304, U.S.A.,

* Michael E. Hughes, Assistant Secretary, residing at 100 South Wacker Drive, Chicago, IL 60606, U.S.A.,

* N. James Shacoy, Managing Director of Taxes, residing at Suite 400, 1255 Treat Boulevard, Walnut Creek, CA 94596, USA.

3. PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., having its registered office at 400, route d'Esch in L-1014 Luxembourg, is appointed as statutory auditor of the Company.

4. The Company's registered office shall be at 398, route d'Esch in L-1471 Luxembourg.

5. The term of office of the members of the Supervisory Board of the Company shall end at the annual general meeting to be held in 2002.

6. The term of office of the statutory auditor shall end at the annual general meeting to be held in 2002.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same appearing persons in case of divergences between English and the French texts, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille un, le quatorze novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1. ACCENTURE INTERNATIONAL, S.à r.l., constituée en vertu du droit du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 398, route d'Esch à L-1471 Luxembourg,

et

2. ACCENTURE FINANCE LTD, anciennement dénommée ACCENTURE MINORITY III LTD, constituée en vertu du droit de l'Etat de Gibraltar, ayant son siège social à 57/63 Line Wall Road, P.O. Box 199, Gibraltar.

Chacune des parties comparantes, est représentée par Nina Togouna, juriste, demeurant à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée le 30 octobre 2001 à Walnut Creek (USA).

Lesdites procurations, après avoir été paraphées et signées ne varietur par le mandataire des comparantes et le notaire instrumentaire, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Le mandataire a désigné Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique, en tant que secrétaire de l'acte.

Lesquelles comparantes, ès qualités en vertu de laquelle elles agissent, ont requis le notaire instrumentaire d'arrêter les statuts (ci-après les «Statuts») d'une société qu'ils déclarent constituer comme suit:

Dénomination sociale - Siège social - Durée - Objet

Art. 1^{er}. Forme juridique

Il est établi entre ACCENTURE INTERNATIONAL, S.à r.l., constituée en vertu du droit du Grand-Duché du Luxembourg et ayant son siège social actuel au 398, route d'Esch à L-1471 Luxembourg, le gérant commandité («Gérant Commandité») de la Société (comme définie ci-après), et ACCENTURE FINANCE LTD, anciennement dénommée ACCENTURE MINORITY III LTD, constituée en vertu du droit de l'Etat de Gibraltar et ayant son siège social actuel au 57/63 Line Wall Road, P.O. Box 199, Gibraltar, l'associé commanditaire de la Société et toutes les personnes (physiques ou morales) qui deviendront dans le futur des associés commanditaires de la Société, une société en commandite par actions dénommée ACCENTURE INTERNATIONAL CAPITAL SCA (ci-après désignée la «Société»).

Ci-après, l'associé commanditaire et le Gérant Commandité seront, en tant que de besoin, désignés individuellement par l'«Actionnaire» et collectivement par les «Actionnaires».

Art. 2. Durée

La Société est constituée pour une durée illimitée.

La Société ne prendra pas fin dans le cas où surviendrait la démission, la dissolution, la faillite ou la carence du Gérant Commandité. Les membres du Conseil de Surveillance (tel que désigné ci-après à l'Article 16) peuvent désigner un administrateur provisoire, qui peut être ou non actionnaire.

L'administrateur provisoire fera les actes urgents et de simple administration jusqu'à la tenue d'une assemblée générale des Actionnaires, qui doit décider la continuation ou de la fin de la Société et dans le cas d'une décision de continuer les activités de la Société, la désignation d'un gérant commandité de remplacement. L'administrateur provisoire dans la quinzaine de sa nomination, convoquera l'assemblée générale suivant la procédure de l'Article 11 ci-après.

L'administrateur provisoire (peu importe qu'il soit ou non un Actionnaire Commanditaire) n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Art. 3. Objet

La Société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations, dans toute entreprise, sous quelque forme que ce soit, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La Société pourra agir en qualité véhicule financier intergroupe d'ACCENTURE. A cet effet, elle peut prêter des fonds, conclure des contrats de prêt et de financement, émettre des emprunts obligataires, reconnaissances et autres actes de créances ou titres (convertibles ou non), tant dans les placements publics que privés, sous forme nominative ou au porteur, sous quelque dénomination que ce soit et payable en quelque monnaie que ce soit, conclure des conventions de couverture et acheter/vendre des produits dérivés.

La Société pourra en particulier employer ses fonds, empruntés ou non, à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise et accorder aux sociétés dans lesquelles la Société a une participation directe ou indirecte, et/ou toute filiale du groupe dont la Société est membre, et/ou à toute société mère de la Société, toute assistance financière, concours, prêts, avances ou garanties.

La Société pourra en outre accomplir toutes opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes opérations relatives à des biens immobiliers ou des biens meubles.

Art. 4. Siège Social

Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché du Luxembourg. Des succursales ou autres implantations peuvent être établies soit au Luxembourg soit à l'étranger sur décision du Gérant Commandité.

Dans le cas où le Gérant Commandité déciderait que des circonstances politiques, économiques ou sociales exceptionnelles, déclarées ou imminentes, entravent ou sont susceptibles d'entraver les activités normales de la Société dans les locaux de son siège social, de perturber les communications entre ledit siège social et les personnes se trouvant à l'étranger, le siège social peut être momentanément transféré à l'étranger jusqu'à la cessation complète de ces circonstances exceptionnelles; ce type de mesure provisoire n'affectera pas la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, demeurera une société en commandite par actions luxembourgeoise.

Art. 5. Capital

5.1 Le capital souscrit et émis de la Société est fixé à 31.000,- EUR (trente et un mille Euros), réparti en 1 (une) action de commanditaire ayant une valeur nominale d'un Euro et vingt-cinq cents (EUR 1,25), détenues par l'associé Commanditaire («Actions de Commanditaires») et 24.799 (vingt-quatre mille sept cent quatre-vingt dix-neuf) actions de commandité détenues par le Gérant Commandité («Actions de Commandité») ayant une valeur nominale d'un Euro et vingt-cinq cents (EUR 1,25) chacune.

Le capital émis par la Société peut faire l'objet d'augmentations ou de réductions sur décision d'une assemblée des Actionnaires selon le mode de délibération requis en cas de modification des Statuts.

Les actions de Commandité et les Actions de Commanditaires seront désignées individuellement par l'«Action» et collectivement par les «Actions».

5.2 Les Actions sont émises en tant qu'actions rachetables par la Société auxquelles s'appliquent les dispositions de l'article 49-8 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée (la «Loi»).

Art. 6. Actions

6.1 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par Action; dans le cas où une Action est détenue par plus d'une personne, la Société se réserve le droit de suspendre l'exercice de l'ensemble des droits attachés à cette Action jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée par la communauté des détenteurs de l'Action comme son propriétaire exclusif devant la Société.

6.2 Les Actions de Commanditaires et les Actions de Commandités de la Société sont et resteront des actions nominatives. Les Actions ne sont pas matérialisées par un certificat mais la Société émettra, à la demande de l'Actionnaire, un certificat d'inscription nominatif attestant de l'inscription au registre des actionnaires de l'Actionnaire concerné ainsi que du nombre d'Actions par lui détenu.

6.3 Un registre des Actionnaires sera tenu au siège social de la Société et, dans la mesure où le Gérant Commandité le décidera, par un agent chargé de la tenue des registres. Ledit registre fera mention du nom de chaque Actionnaire, de son lieu de résidence ou domicile élu, du nombre d'actions qu'il détient, du montant de l'apport versé pour chaque action, ainsi que des cessions d'actions et des dates desdites cessions.

6.4 Les éventuels montants non libérés au titre des Actions émises et en circulation peuvent être appelés à tout moment et ce, à l'appréciation du Gérant Commandité, à la condition cependant que les appels de fonds soient effectués sur l'ensemble des Actions, dans la même proportion et au même moment. Toute somme dont le paiement est effectué avec retard génère automatiquement des intérêts de retard en faveur de la Société au taux de dix pour cent l'an, calculés à partir de la date d'exigibilité de la facture et jusqu'à la date du paiement effectif de la somme due.

6.5 La cession d'actions est soumise à l'exercice du droit de premier refus devant être exercé par les autres Actionnaires au pro rata de leurs actions dans la Société.

Art. 7. Rachat d'actions

La Société est autorisée à procéder au rachat de ses propres actions dans les limites et conditions fixées par l'Article 49-8 de la Loi. Le rachat d'Actions doit être approuvé par une résolution de l'assemblée des Actionnaires adoptée à une majorité des deux tiers des Actions représentées lors de l'assemblée, et doit recueillir le consentement du Gérant Commandité.

Art. 8. Responsabilité des Actionnaires

Les propriétaires d'Actions de Commanditaires sont responsables uniquement à hauteur de leur apport au capital de la Société.

La responsabilité du Gérant Commandité est illimitée.

Art. 9. Assemblées des Actionnaires

L'assemblée générale annuelle des Actionnaires aura lieu, conformément à la législation en vigueur au Luxembourg, au siège social de la Société à Luxembourg, ou en un autre endroit au Luxembourg qui sera indiqué dans la lettre de convocation, le 15 janvier à 10.00 heures. Si ce jour est un jour férié pour la ville de Luxembourg, l'assemblée générale annuelle se tiendra le jour ouvré suivant.

D'autres assemblées des Actionnaires peuvent être tenues aux lieux, dates et heures qui seront indiqués dans les lettres de convocation respectives auxdites assemblées.

Toutes les assemblées des Actionnaires seront présidées par le Gérant Commandité.

Art. 10. Avis de convocation, quorum, représentation, majorité

Les périodes des avis de convocation et les règles de quorum exigé par la loi s'appliquent aux assemblées des Actionnaires de la société, ainsi qu'à la tenue de ces assemblées, sauf disposition contraire des présentes.

Chaque action donne droit à une voix. Un Actionnaire peut agir à toute assemblée des Actionnaires en désignant une autre personne par écrit (sous la forme d'un original, ou par télécopie, câble, télégramme ou télex) que cette personne soit ou non un actionnaire, pour être son représentant.

Sauf disposition contraire de la Loi ou disposition stipulation contraire des présents Statuts, les résolutions d'une assemblée des Actionnaires seront adoptées à la majorité simple des actions représentées et votant à l'assemblée, et avec l'accord du Gérant Commandité.

Art. 11. Avis de convocation

Les assemblées des Actionnaires seront convoquées par le Gérant Commandité ou par le Conseil de Surveillance, sous la forme d'un avis indiquant l'ordre du jour et envoyé par courrier recommandé au moins huit jours avant la date fixée pour l'assemblée à chaque Actionnaire, à l'adresse figurant au registre des actionnaires de la Société ou par voie d'annonce dans la presse luxembourgeoise et dans le Mémorial.

Si tous les Actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des Actionnaires et s'ils déclarent avoir été informés de l'ordre du jour de la réunion, l'assemblée peut avoir lieu sans avis de convocation préalable.

Le Gérant Commandité peut déterminer les conditions légitimes auxquelles doivent se conformer les Actionnaires afin de pouvoir prendre part à toutes les assemblées d'Actionnaires.

Art. 12. Pouvoirs de l'assemblée des Actionnaires

Toute assemblée des Actionnaires de la Société régulièrement constituée représente la totalité de la masse des Actionnaires de la Société. Elle ne peut généralement adopter des résolutions sur quelque point que ce soit qu'avec le consentement du Gérant Commandité.

Art. 13. Gestion

La Société sera administrée par l'Associé Commandité qui sera l'associé responsable (associé-gérant-commandité) et qui sera personnellement, conjointement et solidairement responsable avec la Société de toutes les dettes qui ne peuvent être acquittées grâce aux avoirs de la Société.

Le Gérant Commandité est investi des pouvoirs les plus étendus qui lui permettent d'effectuer tous les actes d'administration et de décision dans l'intérêt de la Société et qui ne sont pas expressément réservés, d'après la Loi ou d'après les présents Statuts, à l'assemblée des Actionnaires ou au Conseil de Surveillance.

Le Gérant Commandité aura notamment, sous réserve des dispositions de l'Article 16 ci-dessous, le pouvoir, au nom et pour le compte de la Société, de mener à bien toutes les missions, d'exécuter tous les actes, de conclure et d'exécuter tous les contrats et autres opérations réputés nécessaires, opportuns, utiles ou accessoires à cet effet. Sauf dispositions

expresses contraires, le Gérant Commandité aura, et aura tout pouvoir d'exercer selon sa propre appréciation, tous les droits et pouvoirs nécessaires ou opportuns pour mener à bien les objectifs de la Société.

Art. 14. Signataires autorisés

La Société sera engagée par la signature du Gérant Commandité ou encore par la signature individuelle ou les signatures conjointes et solidaires des autres personnes auxquelles le Gérant Commandité aura délégué le pouvoir de signature. Le Gérant Commandité prendra cette décision selon sa propre appréciation.

Art. 15. Non rémunération du Gérant Commandité

Le Gérant Commandité ainsi que les membres ou les salariés de l'entité désignée comme tel ne recevront aucune rémunération de la part de la Société en contrepartie des tâches effectuées.

Art. 16. Conseil de Surveillance

Les affaires internes de la Société ainsi que sa situation financière et en particulier ses registres et livres comptables seront contrôlés par un comité de surveillance composé d'au moins trois membres (désigné dans le présent document par le «Conseil de Surveillance»).

Le Conseil de Surveillance sera consulté sur certains points par le Gérant Commandité en tant que de besoin et ainsi que ce dernier en aura décidé. Le Conseil de Surveillance autorisera le Gérant Commandité à engager toutes les actions qui, selon la Loi ou en vertu des présents Statuts, outrepassent les pouvoirs du Gérant associé.

Les membres du Conseil de Surveillance peuvent être ou non des Actionnaires, autre que le Gérant Commandité. Les membres du Conseil de Surveillance sont désignés par un vote à la majorité relative de l'assemblée des Actionnaires, pour une période maximale de six ans renouvelable. Les membres du Conseil de Surveillance sont susceptibles d'être démis de leurs fonctions à tout moment et à la seule discrétion de l'assemblée des Actionnaires.

Les membres sortants du Conseil de Surveillance sont rééligibles.

Dans l'éventualité où un siège au Conseil de Surveillance se trouverait vacant pour cause de décès, de départ à la retraite ou pour toute autre raison, les membres restants du Conseil de Surveillance peuvent se réunir et élire par un vote à la majorité un nouveau membre afin de pourvoir le siège vacant jusqu'à la prochaine assemblée des Actionnaires.

Si la majorité des membres du Conseil de Surveillance abandonne la charge, une assemblée des Actionnaires sera convoquée afin de mettre en place un nouveau Conseil de Surveillance.

L'assemblée des Actionnaires fixera le montant de la rémunération des membres du Conseil de Surveillance.

Le Conseil de Surveillance sera convoqué par son président (désigné par le Conseil parmi ses membres) ou par le Gérant Commandité.

Toute réunion du Conseil de Surveillance fera l'objet d'une convocation écrite adressée à tous ses membres avec un préavis minimal de huit jours, excepté dans les cas d'urgence dont la nature sera alors précisée dans la convocation à l'assemblée. Ce préavis peut être annulé après acceptation écrite (soit par courrier original, par télégramme, télex ou télécopie) de chacun des membres. Un avis de convocation distinct ne sera pas nécessaire pour les assemblées ayant fait l'objet d'un calendrier précisant les dates et lieux auxquels sera tenue chacune d'entre elles et adopté par une résolution du Conseil de Surveillance. Si tous les membres du Conseil de Surveillance sont présents ou représentés à une réunion du Conseil de Surveillance et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, la réunion peut être tenue sans autre forme de préavis.

Tout membre peut se faire représenter par un autre membre à une réunion du Conseil de Surveillance en lui donnant un pouvoir écrit (par courrier original, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique).

Le Conseil de Surveillance peut procéder à des délibérations et exercer valablement ses fonctions uniquement si au moins la majorité de ses membres est présente ou représentée. Les résolutions seront approuvées si elles sont adoptées à la majorité des voix des membres présents ou représentés lors de la réunion. Des résolutions peuvent également être adoptées sous forme d'un ou de plusieurs documents écrits officiels signés par tous les membres.

Art. 17. Procès-verbaux des réunions du Conseil de Surveillance

Les procès-verbaux des réunions du Conseil de Surveillance seront signés par son président ou, en l'absence de celui-ci, par le président pro tempore qui aura présidé une réunion par intérim. Les copies ou extraits de ces minutes destinés à être produits dans le cadre d'une procédure judiciaire ou de toute autre action juridique devront être signés par le président ou par le président pro tempore ou encore par deux membres du Conseil de Surveillance.

Art. 18. Exercice comptable - Comptabilité

L'exercice comptable de la Société débutera le 1^{er} septembre et se terminera le 31 août de chaque année. Le premier exercice comptable de la Société se terminera le 31 août 2002.

Les comptes de la Société seront établis en Euros.

Les comptes de la Société seront vérifiés par un auditeur extérieur qui sera désigné pour une période fixée périodiquement par un vote à la majorité relative de l'assemblée générale des Actionnaires.

Art. 19. Affectation des bénéfices

Cinq pour cent (5 %) du bénéfice net annuel de la Société sera affecté à la réserve légale conformément à la Loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que le montant de la réserve légale sera égal à dix pour cent (10 %) du capital social nominal émis de la Société tel que défini à l'Article 5 ci-dessus et en fonction des augmentations et réductions de capital périodiques.

Les Actionnaires de la Société possèdent des droits à dividendes par action égaux.

Le Gérant Commandité déterminera la manière dont sera réparti le bénéfice net annuel. Il décidera, en fonction de sa propre appréciation, de procéder à la distribution périodique de dividendes selon sa conviction de servir au mieux les objectifs et les principes directeurs de la Société. L'assemblée générale des Actionnaires devra approuver la décision de verser des dividendes par le Gérant Commandité ainsi que l'affectation des bénéfices que celui-ci aura proposée.

Les dividendes peuvent être versés en Euros ou en toute autre monnaie sur décision du Gérant Commandité. Le Gérant Commandité déterminera également les dates et lieux auxquels seront effectués ces versements.

Le Gérant Commandité peut décider de verser des acomptes sur dividendes dans les conditions et limites fixées par la Loi.

Art. 20. Dissolution et liquidation

La Société peut faire l'objet d'une dissolution volontaire prononcée par résolution de l'assemblée des Actionnaires et assortie du consentement du Gérant Commandité ou en cas de survenance de l'un des événements mentionnés à l'Article 2 ci-dessus.

La liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs (personnes physiques ou personnes morales) nommés par l'assemblée des Actionnaires qui fixera également leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 21. Modifications

Les présents Statuts peuvent faire l'objet de modifications périodiques adoptées lors d'une assemblée des Actionnaires, sous réserve du respect des exigences de quorum et de majorité définies par la législation luxembourgeoise et sous réserve d'accord du Gérant Commandité.

Art. 22. Juridiction compétente

Les questions non régies par les présents Statuts seront réglées par l'application des dispositions contenues dans la législation luxembourgeoise et, en particulier, dans la Loi.

Souscription

Les parties comparantes déclarent souscrire les 24.800 actions émises par la Société, de la façon suivante:

- ACCENTURE INTERNATIONAL, S.à r.l. souscrit 24.799 Actions de Commandité et les paie à hauteur de 100 % par un apport en numéraire d'un montant total de 30.998,75 EUR;

et

- ACCENTURE FINANCE LTD, anciennement dénommée ACCENTURE MINORITY III LTD, souscrit 1 Action de Commanditaire et les paie à hauteur de 100 % par un apport en numéraire d'un montant total de 1,25 EUR.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social commence aujourd'hui et finit le 31 août 2001. La première assemblée annuelle se tiendra le 15 janvier 2003.

Déclaration - Frais

Le notaire chargé de l'exécution du présent contrat déclare que les conditions prescrites par l'article 26 de la Loi du 10 août 1915 et ses modifications relatives aux sociétés commerciales ont été respectées et il en atteste expressément.

Le montant approximatif des coûts, dépenses, salaires ou charges, sous quelque forme que ce soit imputés ou facturés à la Société à l'occasion de sa constitution est estimé à environ 70.000,- LUF (soixante-dix mille francs luxembourgeois).

Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires

Les parties comparantes, représentant la totalité du capital souscrit, considérant qu'elles ont été dûment convoquées, ont tenu une assemblée générale extraordinaire des Actionnaires (l'«Assemblée») et, ayant déclaré l'Assemblée régulièrement constituée, ont adopté les résolutions suivantes à l'unanimité:

1. Le nombre des membres du Conseil de Surveillance est fixé à quatre et le nombre de Commissaires aux Comptes est fixé à un.

2. Les personnes dont les noms suivent sont nommées membres du Conseil de Surveillance de la Société:

* Harry L. You, Chief Financial Officer, demeurant au 1345 Avenue of the Americas, New York, NY 10105, U.S.A.,

* Douglas G. Scrivner, Company Secretary, demeurant au 1661 Page Mill Road, Palo Alto, CA 94304, U.S.A.,

* Michael E. Hughes, Assistant Secretary, demeurant au 100 South Wacker Drive, Chicago, IL 60606, U.S.A.

* N. James Shacoy, Managing Director of Taxes, demeurant à Suite 400, 1255 Treat Boulevard, Walnut Creek, CA 94596, USA.

3. La société PricewaterhouseCoopers, S.à r.l., dont le siège social est situé 400, route d'Esch à L-1014 Luxembourg, est nommée Commissaire aux Comptes de la Société.

4. Le siège social de la Société est établi au 398, route d'Esch à L-1471 Luxembourg.

5. Le mandat des membres du Conseil de Surveillance de la Société prendra fin à l'occasion de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2002.

6. Le mandat du Commissaire aux Comptes prendra fin à l'occasion de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en 2002.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare que, sur requête des parties présentes ci-dessus mentionnées, le présent acte a été rédigé en anglais et sera suivi d'une version française. A la demande des mêmes parties présentes, en cas de divergence entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Lecture du document ayant été donnée aux personnes présentes, dont les nom, prénom, état civil et domicile respectif sont connus du notaire, lesdites personnes présentes ont devant notaire signé ensemble le présent acte.

Signé: N. Togouna, P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 novembre 2001, vol. 132S, fol. 58, case 9. – Reçu 12.505 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2001.

J. Elvinger.

(81014/211/527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

EUROPEAN WAVE INVESTMENTS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Charles Marx.

STATUTS

L'an deux mille un, le trente novembre.

Par-devant Maître Edmond Schroeder, notaire de résidence à Mersch.

Ont comparu:

1. La société ROWLEY TRADING CORPORATION, ayant son siège social au 53 Calle Este, URB. MARBELLA PANAMA CITY, ici représentée par Monsieur Daniel Phong, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 26 novembre 2001;

2. Monsieur Sébastien Thibal, demeurant à L-9233 Diekirch, 12, avenue de la Gare, ici représenté par Monsieur Daniel Phong, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé donnée à Luxembourg le 26 novembre 2001.

Les procurations prémentionnées, paraphées ne varietur resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec celui-ci.

Lesdits comparants, représentés comme indiqué ci-avant, ont arrêté, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société anonyme qu'ils vont constituer entre eux:

Dénomination - Siège - Durée - Objet - Capital

Art. 1^{er}. Il est constitué une société anonyme sous la dénomination de EUROPEAN WAVE INVESTMENTS S.A.

Art. 2. Le siège social est établi à Luxembourg.

Il peut être créé, par simple décision du conseil d'administration, des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Lorsque les événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, sans que toutefois cette mesure ne puisse avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera luxembourgeoise.

Art. 3. La société est constituée pour une durée indéterminée.

Art. 4. La société a pour but l'étude, le développement et la promotion du kite surf, ainsi que le conseil et le management des sociétés filiales.

De plus, la société pourra également accomplir toutes les opérations commerciales, industrielles ou financières, ainsi que tous transferts de propriété immobiliers ou mobiliers.

La société pourra exercer son activité tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

La société a en outre pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres ou brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ses affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Art. 5. Le capital social est fixé à 31.000,- euros (trente et un mille euros) représenté par 1.000 (mille) actions d'une valeur nominale de 31,- euros (trente et un euros) chacune.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions de la société peuvent être créées au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Le capital autorisé est fixé à 155.000,- euros (cent cinquante cinq mille euros), représenté par 5.000 (cinq mille) actions d'une valeur nominale de 31,- euros (trente et un euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts, ainsi qu'il est précisé à l'article 15 ci-après.

Le conseil d'administration est, pendant une période de cinq ans, à partir de la publication du présent acte au Mémorial, Recueil C, autorisé à augmenter en une ou plusieurs fois le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé. Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission ainsi qu'il sera déterminé par le conseil d'administration. Le conseil d'administration est encore autorisé expressément dans le cadre du capital autorisé, à recevoir à titre de libération des actions nouvellement souscrites en dehors des apports en numéraire, des apports en nature, tels que des titres, des créances. Le conseil est encore autorisé dans le cadre du capital autorisé, à utiliser les bénéfices réservés ou reportés en vue de leur incorporation au capital. Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, il fera adapter le présent article à la modification intervenue en même temps.

La société peut dans la mesure où et aux conditions auxquelles la loi le permet, racheter ses propres actions.

Administration - Surveillance

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la société.

Les administrateurs seront nommés pour une durée qui ne peut dépasser six ans, ils sont rééligibles et toujours révocables.

En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de la première réunion, procède à l'élection définitive.

Art. 7. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tout ce qui n'est pas réservé à l'assemblée générale par la loi ou les présents statuts est de sa compétence.

Art. 8. Le conseil d'administration désigne parmi ses membres un président, en cas d'absence du président, la présidence de la réunion peut être conférée à un administrateur présent.

Le conseil d'administration ne peut délibérer que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, le mandat entre administrateurs, qui peut être donné par écrit, télégramme, télex ou téléfax, étant admis.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex, téléfax ou par tous autres moyens de communication qu'ils admettront comme valables.

Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, en cas de partage, la voix de celui qui préside la réunion est prépondérante.

Art. 9. Le conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs concernant la gestion journalière ainsi que la représentation de la société à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants ou autres agents, actionnaires ou non.

La délégation à un membre du conseil d'administration est subordonnée à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

La société se trouve engagée soit par la signature collective de deux administrateurs, soit par la signature individuelle du délégué du conseil.

Art. 10. La surveillance de la société est confiée à un ou plusieurs commissaires, actionnaires ou non, nommés pour une durée qui ne peut dépasser six années, rééligibles et toujours révocables.

Année sociale - Assemblée générale

Art. 11. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Art. 12. Les convocations pour les assemblées générales sont faites conformément aux dispositions légales.

Elles ne sont pas nécessaires lorsque tous les actionnaires sont présents ou représentés, et qu'ils déclarent avoir eu préalablement connaissance de l'ordre du jour.

Le conseil d'administration peut décider que pour pouvoir assister à l'assemblée générale, le propriétaire d'actions doit en effectuer le dépôt cinq jours francs avant la date fixée pour la réunion, tout actionnaire aura le droit de voter en personne ou par mandataire, actionnaire ou non.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou les présents statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoqués sont prises à la majorité simple des actionnaires présents et votants.

Art. 13. L'assemblée des actionnaires de la société régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la société. Elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier tous les actes qui intéressent la société.

Les assemblées autres que l'assemblée générale annuelle pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorums et délais requis par la loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents statuts.

Art. 14. L'assemblée générale décide de l'affectation et de la distribution du bénéfice net.

Le conseil d'administration est autorisé à verser des acomptes sur dividendes en se conformant aux conditions prescrites par la loi.

Art. 15. L'assemblée générale annuelle se réunit de plein droit le troisième vendredi du mois de juin à Luxembourg au siège social ou à tout autre endroit à désigner par les convocations, à 11.30 heures.

Si ce jour est un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 16. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi que ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2002.

2) La première assemblée générale ordinaire annuelle tiendra en 2003.

Souscription et libération

Les comparants ont souscrit un nombre d'actions et ont libéré en espèces les montants suivants:

Actionnaires	Capital souscrit	Capital libéré	Nombre d'actions
ROWLEY TRADING CORPORATION.	EUR 23.250,-	EUR 23.250,-	750
Sébastien Thibal	EUR 7.750,-	EUR 7.750,-	250
Total:	EUR 31.000,-	EUR 31.000,-	1.000

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de trente et un mille euros (EUR 31.000,-) se trouve à la disposition de la Société, la preuve en ayant été apportée au notaire qui le constate.

Constatation

Le notaire soussigné a constaté que les conditions exigées par l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été accomplies.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit incombant à la société ou ceux mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de 60.000,- LUF.

Pour les besoins de l'enregistrement le capital social de la société est évalué à 1.250.537,- francs.

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant les comparants préqualifiés, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires aux comptes à un.

2. Ont été appelés aux fonctions d'administrateurs:

a) Monsieur Jean-Pierre Damevin, administrateur de société, demeurant à F-63000 Clermont-Ferrand, 5, rue d'Amboise.

b) Monsieur Arthur Phong, employé privé, demeurant à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard du Docteur Charles Marx.

c) Mademoiselle Isabelle Brucker, employée privée, demeurant à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard du Docteur Charles Marx.

3. A été appelée à la fonction de commissaire aux comptes:

La société anonyme MS GESTION S.A., établie et ayant son siège social à L-9233 Diekirch, 14, avenue de la Gare.

4. L'adresse de la société est fixée à L-2130 Luxembourg, 51, boulevard Charles Marx.

5. La durée du mandat des administrateurs et du commissaire aux comptes sera de six années et prendra fin à l'assemblée générale des actionnaires qui se tiendra en deux mille sept.

6. Faisant usage de la faculté offerte par l'article neuf (9) des statuts, l'assemblée nomme en qualité de premier administrateur-délégué de la société Monsieur Jean-Pierre Damevin, préqualifié, lequel pourra engager la société sous sa seule signature, dans le cadre de la gestion journalière dans son sens le plus large, y compris toutes opérations bancaires.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes à Luxembourg.

Et après lecture faite aux comparants qui tous sont connus du notaire par leurs nom, prénom, état civil et résidence, lesdits comparants ont signé ensemble avec le notaire le présent original.

Signé: D. Phong, E. Schroeder.

Enregistré à Mersch, le 7 décembre 2001, vol. 420, fol. 31, case 3. – Reçu 12.505 francs.

Le Receveur (signé): A. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mersch, le 13 décembre 2001.

E. Schroeder.

(80960/228/165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

BUILD HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R. C. Luxembourg B 55.387.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2001, vol. 562, fol. 9, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Extrait des décisions prises par l'Assemblée Générale

Conformément aux dispositions légales, les associés, après en avoir délibéré, ont décidé de convertir le capital social actuel de LUF 1.250.000,- en EUR 30.986,70, représenté par 1.250 parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Par conséquent le premier alinéa de l'article 3 des statuts est modifié comme suit:

Le capital social est fixé à EUR 30.986,70, représenté par 1.250 parts sociales sans désignation de valeur nominale.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2001.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(80998/502/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

CORTE S.A., Société Anonyme.Siège social: L-2210 Luxembourg, 54, boulevard Napoléon I^{er}.

R. C. Luxembourg B 63.390.

Constituée par-devant M^e Tom Metzler, notaire alors de résidence à Luxembourg-Bonnevoie, en date du 17 février 1998, acte publié au Mémorial C n°391 du 29 mai 1998.

—

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 28, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CORTE S.A.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

(80964/528/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

FINANZ UNIVERSAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R. C. Luxembourg B 18.707.

Constituée par-devant M^e Gérard Lecuit, notaire de résidence à Mersch, en date du 24 septembre 1981, acte publié au Mémorial C n° 287 du 29 décembre 1981, modifiée par-devant le même notaire en date du 9 juillet 1985, acte publié au Mémorial C n° 266 du 12 septembre 1985, modifiée par-devant le même notaire en date du 16 juin 1986, acte publié au Mémorial C n° 259 du 12 septembre 1986, modifiée par-devant le même notaire en date du 3 mai 1989, acte publié au Mémorial C n° 283 du 5 octobre 1989.

—

Le bilan au 30 juin 2001, enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 28, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FINANZ UNIVERSAL S.A.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

(80965/528/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

FINANZ UNIVERSAL S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R. C. Luxembourg B 18.707.

Constituée par-devant M^e Gérard Lecuit, notaire de résidence à Mersch, en date du 24 septembre 1981, acte publié au Mémorial C n° 287 du 29 décembre 1981, modifiée par-devant le même notaire en date du 9 juillet 1985, acte publié au Mémorial C n° 266 du 12 septembre 1985, modifiée par-devant le même notaire en date du 16 juin 1986, acte publié au Mémorial C n° 259 du 12 septembre 1986, modifiée par-devant le même notaire en date du 3 mai 1989, acte publié au Mémorial C n° 283 du 5 octobre 1989.

—

Le bilan au 30 juin 2000, enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 28, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FINANZ UNIVERSAL S.A.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

(80966/528/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

CONSIDAR EUROPE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8005 Bertrange, 3, rue Pletzer.

R. C. Luxembourg B 24.562.

—

Les comptes annuels au 31 décembre 2000, enregistrés à Luxembourg, le 5 décembre 2001, vol. 560, fol. 100, case 2, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2001.

CONSIDAR EUROPE S.A.

M. Le Clef / S. Weber

Fondé de pouvoir / Fondé de pouvoir

(80978/000/13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

INTERNATIONAL ALUMINUM S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R. C. Luxembourg B 11.451.

Constituée par-devant M^e Marc Elter, notaire alors de résidence à Junglister, en date du 22 novembre 1973, acte publié au Mémorial C n° 1 du 3 janvier 1974, modifiée par-devant M^e Lucien Schuman, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 décembre 1979, acte publié au Mémorial C n° 46 du 6 mars 1980. Le capital de la société a été converti en EUR par acte sous seing privé en date du 30 octobre 2001.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 28, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INTERNATIONAL ALUMINIUM S.A.H.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

(80967/528/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

INTERNATIONAL ALUMINUM S.A.H., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R. C. Luxembourg B 11.451.

Constituée par-devant M^e Marc Elter, notaire alors de résidence à Junglister, en date du 22 novembre 1973, acte publié au Mémorial C n° 1 du 3 janvier 1974, modifiée par-devant M^e Lucien Schuman, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 21 décembre 1979, acte publié au Mémorial C n° 46 du 6 mars 1980. Le capital de la société a été converti en EUR par acte sous seing privé en date du 30 octobre 2001.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Luxembourg, le 11 décembre 2001, vol. 562, fol. 28, case 2, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour INTERNATIONAL ALUMINIUM S.A.H.

KPMG FINANCIAL ENGINEERING

Signature

(80968/528/16) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

EUROCAL, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1368 Luxembourg, 32, rue du Curé.

STATUTS

L'an deux mille un, le cinq décembre.

Par-devant Maître Jean-Paul Hencks, notaire de résidence à Luxembourg.

Ont comparu:

1.- La société TRANSMISSION FINANCE HOLDING S.A., avec siège social à L-1368 Luxembourg, 32, rue du Curé, ici représentée par son administrateur Monsieur Kristian Groke, demeurant à L-5407 Bous, 13, rue d'Oetrange.

2.- La société KINGFISHER SERVICES S.A., avec siège social à 34-20 Calle 34, Panama 5, Republic of Panama, ici représentée par Monsieur Kristian Groke, Expert-Comptable, demeurant à L-5407 Bous, 13, rue d'Oetrange, en vertu d'une procuration générale sous seing privé donnée le 13 octobre 1999.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requis le notaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée, qu'elles déclarent constituer pour leur compte et entre tous ceux qui en deviendront associés par la suite et dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de EUROCAL, S.à r.l.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg.

Au cas où des événements extraordinaires d'ordre politique ou économique, de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être déclaré transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales.

Une telle décision n'aura aucun effet sur la nationalité de la société. La déclaration de transfert du siège social sera faite et portée à la connaissance des tiers par l'organe de la société qui se trouvera le mieux placé à cet effet dans les circonstances données.

Art. 3. La société a pour objet l'achat et la vente, en gros et en détail, de fenêtres, portes, produits et matériels de constructions, la location de matériels de constructions ainsi que l'importation et l'exportation de ces produits.

La société a également pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans des sociétés luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition par achat, souscription ou toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière, de valeurs mobilières de toutes espèces, la gestion ou la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédait, l'acquisition, la cession et la mise en valeur de brevets et de licences y rattachées.

La société peut prêter ou emprunter avec ou sans garantie, elle peut participer à la création et au développement de toutes sociétés et leur prêter tous concours. D'une façon générale elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) divisé en cinq cents (500) parts sociales de vingt-cinq Euros (25,- EUR) chacune.

Les parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) La société TRANSMISSION FINANCE HOLDING S.A., prédite, deux cent cinquante et une parts sociales .	251
2) La société KINGFISHER SERVICES S.A., prédite, deux cent quarante-neuf parts sociales	249
Total: cinq cents parts sociales	500

Toutes les parts ont été intégralement libérées en espèces par les associées de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500,- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le confirme.

Art. 6. Les parts sont insaisissables, elles ne peuvent être cédées entre vifs à un non-associé que de l'accord du ou des associés représentant l'intégralité des parts sociales.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément unanime des associés survivants.

En cas de refus de cession les associés non-cédants s'obligent eux-mêmes à reprendre les parts offertes en cession. Les valeurs de l'actif net du bilan serviront de base pour la détermination de la valeur des parts à céder.

Art. 7. La société est gérée et administrée par un ou plusieurs gérants à nommer par l'associé unique ou les associés réunis en assemblée générale, qui désignent leurs pouvoirs. Le gérant peut sous sa responsabilité déléguer ses pouvoirs à un ou plusieurs fondés de pouvoir.

Art. 8. Pour engager valablement la société, la signature du ou des gérants est requise.

Art. 9. Chaque année au 31 décembre il sera fait un inventaire de l'actif et du passif de la société. Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- 5% (cinq pour cent) pour la constitution d'un fonds de réserve légale, dans la mesure des dispositions légales.
- le solde restant à la libre disposition des associés.

En cas de distribution, le solde bénéficiaire sera attribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation au capital social.

Art. 10. Le décès ou l'incapacité de l'associé unique ou d'un des associés n'entraînera pas la dissolution de la société.

Art. 11. Pour tous les points non expressément prévus aux présentes les parties se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Mesure transitoire

La première année sociale commence aujourd'hui et finit le trente et un décembre 2001.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à approximativement 1.500,- Euros.

Assemblée générale

Et ensuite les associées, représentées comme dit ci-avant, représentant l'intégralité du capital social ont pris les résolutions suivantes:

- Le nombre des gérants est fixé à un.
- Est nommé gérant pour une durée indéterminée:
Monsieur Antonio Das Neves Cardoso, demeurant à Senningerberg, 5, rue des Résidences.
La société sera valablement représentée par la signature individuelle du gérant de la société.
- Le siège social est établi à L-1368 Luxembourg, 32, rue du Curé.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant ès qualités qu'il agit, connu du notaire instrumentant par ses nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: K. Groke, J.-P. Hencks.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2001, vol. 10CS, fol. 82, case 3. – Reçu 5.042 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial.

Luxembourg, le 11 décembre 2001.

J.-P. Hencks.

(81060/216/87) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

IN.TRA.MAG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 35, avenue Gordon Smith.
R. C. Luxembourg B 49.148.

Assemblée Générale Extraordinaire du 11 décembre 2001

L'an deux mille un, le onze décembre.

Les soussignés,

Alardin Jacques, demeurant à L-7740 Colmar-Berg,

Alardin Suzanne, demeurant à L-10040 Almese (TO),

Alardin Stéphane, demeurant à L-10040 Almese (TO),

seuls associés de la S.à r.l., IN.TRA.MAG, avec siège à L-7740 Colmar-Berg, 35, avenue Gordon Smith, inscrite au registre de commerce sous le numéro B 49.148, dûment convoqués et parfaitement informés de l'ordre du jour, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire de ladite société et ils ont pris, à l'unanimité, les résolutions suivantes:

Augmentation du capital:

Le capital de la société est augmenté de LUF 8.498,- pour être porté de LUF 1.000.000,- à LUF 1.008.498,-.

Cet apport a été fait par incorporation de résultats reportés.

Conversion du capital en Euros:

Le capital ainsi augmenté est converti en 25.000,- EUR.

L'article 6 des statuts sera modifié en conséquence comme suit:

«Le capital social est fixé à vingt-cinq mille euros (25.000,00 Å), représenté par deux cents parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,00 Å) chacune.

Ces parts sont réparties comme suit:

M. Alardin Jacques, préqualifié, cent vingt parts sociales.	120 parts
Mlle Alardin Suzanne, préqualifiée, quarante parts sociales	40 parts
M. Alardin Stéphane, préqualifié, quarante parts sociales	40 parts
Total:	200 parts»

Le présent document sera présenté aux formalités de l'enregistrement puis déposé au registre de commerce de Luxembourg pour modification des statuts.

Fait à Colmar-Berg, le 11 décembre 2001.

Signatures.

Enregistré à Diekirch, le 14 décembre 2001, vol. 269, fol. 59, case 8. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): M. Siebenaler.

(80979/000/33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

IN.TRA.MAG, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 35, avenue Gordon Smith.
R. C. Luxembourg B 49.148.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80988/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

RENVEST.

Siège social: Luxembourg.

DISSOLUTION*Extrait*

Il résulte d'un acte reçu par Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 23 novembre 2001, enregistré à Luxembourg, le 27 novembre 2001, vol. 10CS, fol. 67, case 10, que la société RENVEST a été dissoute par décision de l'actionnaire unique, réunissant en ses mains la totalité des actions de la société prédésignée, et prenant à sa charge tous les actifs et passifs de la société dissoute, la liquidation de la société étant achevée sans préjudice du fait qu'il répond personnellement de tous les engagements sociaux.

Pour extrait conforme, délivré aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 7 décembre 2001.

(81005/211/14) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

LUXELAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 66.095.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80980/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

LUXELAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 66.095.

Le bilan au 31 décembre 1999, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2000.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80981/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

LUXELAN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 33, avenue de la Liberté.
R. C. Luxembourg B 66.095.

Le bilan au 31 décembre 1998, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 4, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 1999.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80982/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

BOUTIQUE «LIFE STYLE», S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 30, avenue Gordon Smith.
R. C. Luxembourg B 39.731.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80986/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

BOUTIQUE «LIFE STYLE», S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6440 Echternach, 41A, avenue de la Gare.
R. C. Luxembourg B 3.011.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Diekirch, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(81103/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

PEINTURES ET DECORS LUCAS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7653 Heffingen, 28, um Beil.

R. C. Luxembourg B 51.076.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80983/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

MERCATOR SERVICES, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4830 Rodange, 16, route de Longwy.

R. C. Luxembourg B 62.958.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80984/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

GARAGE PIANARO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 19, avenue du X Septembre.

R. C. Luxembourg B 12.587.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80985/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

TIMCO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 19, avenue Gordon Smith.

R. C. Luxembourg B 43.834.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80987/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

GER-ADTEC, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8140 Bridel, 72, route de Luxembourg.

R. C. Luxembourg B 46.121.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80989/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

ECO-PLANET, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 30, avenue Gordon Smith.
R. C. Luxembourg B 56.776.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80990/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

SOTEC EQUIPMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 30, avenue Gordon Smith.
R. C. Luxembourg B 56.781.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80991/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

G.I.S. GLOBAL INFO SYSTEMS, Société Anonyme.

Siège social: L-8094 Bertrange, 47, rue de Strassen.
R. C. Luxembourg B 61.098.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80992/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

SERVET, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7735 Colmar-Berg, 12A, Cité Morisacker.
R. C. Luxembourg B 53.249.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80993/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

AUGUSTE DALEIDEN, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1321 Luxembourg, 145, rue de Cessange.
R. C. Luxembourg B 45.447.

—
Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80994/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

EURO-PRINT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9184 Schronndweiler, Seylerhaff.

R. C. Luxembourg B 67.664.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80995/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

MULTIMEDIAPRESS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 30, avenue Gordon Smith.

R. C. Luxembourg B 64.991.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80996/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

EURO TRAFICO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7740 Colmar-Berg, 30, avenue Gordon Smith.

R. C. Luxembourg B 54.215.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Diekirch, le 10 décembre 2001, vol. 269, fol. 56, case 1, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Colmar-Berg, le 6 décembre 2001.

FIDUCIAIRE FRANCIS BINSFELD

Signature

(80997/000/12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

TPI PARTICIPATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Registered office: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 74.769.

In the year two thousand one, on the twenty-third of November.

Before Us Maître Joseph Elvinger, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

TPI HOLDINGS LIMITED, having its registered office at N° 3, North Side, Vale, Guernsey, here represented by Mrs Anne-Caroline Meyer, Jurist, residing in Luxembourg, by virtue of a proxy established under private seal.

The proxy holder appointed Patrick Van Hees, lawyer, residing in Messancy, Belgium, as secretary of the deed.

The said proxy, signed ne varietur by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxy holder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing person is the only shareholder of the limited liability company established in Luxembourg under the name of TPI PARTICIPATIONS, S.à r.l., R. C. Luxembourg B 74.769, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated March 10, 2000, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 470 dated July 4, 2000, (hereafter «the Company») and whose by-laws have been amended by a notarial deed of March 22, 2000, published in the Mémorial C n° 505 of July 15, 2000 and by a notarial deed of June 15, 2001, not yet published in the Mémorial C.

II. The Company's share capital is set at thirty-one thousand two hundred fifty Euro (EUR 31.250,-) represented by one thousand two hundred fifty (1,250) shares of twenty five Euro (EUR 25.-) each.

III. The sole shareholder resolves to increase the corporate capital by six million seven hundred seventy-four thousand nine hundred twenty-five Euro (EUR 6,774,925.-) to raise it from its present amount of thirty-one thousand two hundred fifty Euro (EUR 31,250.-) to six million eight hundred and six thousand one hundred seventy-five Euro (EUR

6,806,175.-) by creation and issue of two hundred seventy thousand nine hundred ninety-seven (270,997) new shares of twenty five Euro (EUR 25.-) each.

Subscription - Payment

The sole shareholder, TPI HOLDINGS LIMITED, through its proxy holder, declared to subscribe to all new shares and pay them fully up in the amount six million seven hundred seventy-four thousand nine hundred twenty-five Euro (EUR 6,774,925.-), by conversion of a subordinated loan note as of March 28, 2000, whereby the Company promised to pay to the order of its sole shareholder, TPI HOLDINGS LIMITED, the amount of nine million six hundred thirty thousand five hundred eighty-seven Canadian Dollars (CAD 9,630,587.-) converted into Euro at the exchange rate of 1.- CAD - 0.70348 Euro.

Proof of the existence and value of such subordinated note has been given to the undersigned notary by the copy of the note.

Pursuant to the above increase of capital, article 6 of the articles of incorporation is amended and shall henceforth read as follows:

«**Art. 6.** The capital is fixed at six million eight hundred and six thousand one hundred seventy-five Euro (EUR 6,806,175.-) represented by two hundred seventy-two thousand two hundred forty-seven (272,247) shares of twenty-five Euro (EUR 25.-) each.»

IV. The sole shareholder resolves to restate article 12 of the by-laws to give it the following content:

«**Art. 12.** The Company is managed by up to three managers who will constitute a board of managers (the «Board of Managers»). Each manager shall be elected annually by the shareholders holding a majority of the share capital and shall serve until such time as such manager's successor has been duly elected, or, if earlier, until such time as such manager resigns or has been removed as a manager (whether with or without cause) by the shareholders holding a majority of the share capital; provided, however, so long as the Stockholders Agreement dated as of today's date, entered into by and among CARLYLE-HIT MANAGEMENT, L.L.C., HONSEL FAMILIENBETEILIGUNGS Gesellschaft bürgerlichen Rechts, HIT PARTNERS SLP, LIMITED and HIT PARTNERS GP, LIMITED (as amended from time to time, the «Stockholders Agreement») remains in effect, no Manager shall be appointed or removed except in accordance with the provisions thereof. The Managers need not be shareholders. Vacancies on the Board of Managers by reason of death, resignation, retirement, disqualification, removal from office, or otherwise, may be filled by a vote of the remaining members of the Board of Managers, which vote must be confirmed by a consecutive shareholders' resolution, or if they are unable to agree, by the shareholders holding a majority of the share capital.

All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the Board of Managers who shall have the power to authorize the Company to take any actions that are not prohibited by applicable law. Notwithstanding the foregoing, so long as the Stockholders Agreement remains in effect, the Board of Managers shall not authorize the Company to take any action requiring the approval of any body as set forth in Section 3.1 or 3.2 of the Stockholders Agreement without first obtaining such consent (which approval shall be by unanimous consent of all members of such body if required by the applicable provision of such Stockholders Agreement).

In dealing with third parties, the Board of Managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with. The Company shall be bound by the joint signature of any two members of the Board of Managers.

The Board of Managers may meet together for the dispatch of business, adjourn and otherwise regulate their meetings, as they think fit. Meetings of the Board of Managers may be summoned by a majority of the members of the Board of Managers, by giving notice to each other member not less than two (2) days before the day on which the meeting is to be held. Every such notice shall state the place, the date and hour of the meeting. Notice of any meeting shall not be required to be given to any member who shall attend such meeting in person, or who shall, in person or by attorney thereunto authorized, waive such notice in writing, either before or after such meeting.

A majority of the members of the Board of Managers shall constitute a quorum necessary for the transaction of the business of the Board of Managers. Except as otherwise provided herein, the resolutions of the Board of Managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented. The Board of Managers may act notwithstanding any vacancy in their body, but, if and so long as their number of members of the Board of Managers is reduced below the number fixed by or pursuant to these articles as the necessary quorum of the Board of Managers, the Board of Managers may act for the purpose of summoning a general meeting of the shareholders of the Company, but for no other purpose.

Any and all Managers may participate in any meeting of the Board of Managers by telephone or video conference call or by other similar means of communication allowing all the Managers taking part in the meeting to hear one another. The participation in a meeting by these means is equivalent to a participation in person at such meeting.

Any action taken by the Board of Managers may be taken without a meeting, with prior notice and without a vote, by a consent in writing signed by a majority of the members of the Board of Managers unless otherwise provided herein or in the Stockholders Agreement, as long as it is in effect and provided that all members of the Board of Managers are given notice of such action (which notice shall contain a copy of such signed consent) at the notice address of such members on file with the Company as soon as practicable after such action is taken.

The Board of Managers may sub-delegate all or part of its powers to one or several ad hoc agents. The Board of Managers will determine such agents' responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.»

V. The sole shareholder resolves to insert a new article 13 into the Company's bylaws to give it the following content, and to renumber the subsequent articles of the bylaws accordingly:

«**Art. 13.** The Company may have, at the discretion of the Board of Managers, such officers as are desired, including, one or more Vice Presidents, a Treasurer, a Secretary, one or more Assistant Secretaries, and such other officers as may be appointed in accordance with this Article 13. Any number of offices may be held by the same person unless these Articles otherwise provide. Each officer shall hold their office for such term and shall exercise such powers and perform such duties as shall be determined from time to time by the Board of Managers. The salaries of all officers of the Company shall be fixed by the Board of Managers. The officers of the Company shall hold office until their successors are chosen and qualify in their stead or until they are removed by the Board of Managers (with or without cause) by the affirmative vote of a majority of the Board of Managers. If any office of any officer or officers becomes vacant for any reason, the vacancy may be filled by the Board of Managers.»

VI. The sole shareholder resolves to accept the resignation of the following individuals as managers effective immediately following the consummation of the transactions contemplated by that certain Contribution and Formation Agreement, dated as of the date hereof, by and among HIT PARTNERS, L.P., HIT PARTNERS GP, LIMITED, HIT PARTNERS SLP, LIMITED, CARLYLE-HIT MANAGEMENT, L.L.C., THE CARLYLE GROUP BETEILIGUNGS, GmbH, CARLYLE-HIT INVESTORS I, L.P., CARLYLE-HIT INVESTORS II, L.P., CARLYLE-HIT INVESTORS III, L.P., CARLYLE-HIT INVESTORS IV, L.P., CARLYLE-HIT INVESTORS V, L.P., and HONSEL FAMILIENBETEILIGUNGEN Gesellschaft bürgerlichen Rechts (the «Contribution Agreement»):

- Gregory S. Ledford, company manager, residing at 2008, Carrhill Road, Vienna VA, 22181, USA;
 - Alice Albright, company manager, residing at 4352, Forrest Lane, NW Washington, DC 20007, USA;
- and to grant them discharge for the exercise of their mandate until the date of their resignation.

VII. The sole shareholder resolves to appoint as members of the Board of Managers effective immediately following the consummation of the transactions contemplated by the Contribution Agreement:

- Hans Dieter Honsel, Chairman, HONSEL INTERNATIONAL TECHNOLOGIES HOLDINGS, residing at Casa Tamaro, CH-6574 Vira-Fosano;
- Dr. Frank Töfflinger, Director, THE CARLYLE GROUP, residing at Wankstrasse 25, D-85598 Baldham;
- Leslie Armitage, Managing Director, THE CARLYLE GROUP, residing at 917 Ridge Drive, Mc Lean, VA, 22101, USA.

VIII. The sole shareholder resolves to appoint Mr Dan Bellissimo, Associate, THE CARLYLE GROUP, with professional address at 1001 Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington, DC 20004 United States of America, as secretary to the board.

Estimate

For the purposes of the registration, the additional capital is valued at two hundred seventy-three million two hundred ninety-nine thousand seven hundred ninety-eight Luxembourg Francs (LUF 273,299,798.-).

Costs

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the presently stated increase of capital are estimated at two million eight hundred eighty-three thousand Luxembourg Francs (LUF 2,883,000.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille un, le vingt-trois novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

TPI HOLDINGS LIMITED, avec siège social à N° 3 North Side, Vale, Guernsey, ici représentée par Mademoiselle Anne-Caroline Meyer, juriste, demeurant à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la comparante et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

La mandataire a désigné Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique, en tant que secrétaire de l'acte.

Laquelle comparante, par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire d'acter que:

I. La comparante est la seule associée de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination de TPI PARTICIPATIONS, S.à r.l., R. C. Luxembourg B 74.769, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentaire en date du 10 mars 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 470 du 4 juillet 2000, (ci après «la Société») et dont les statuts ont été amendés par acte notarié du 22 mars 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n° 505 du 15 juillet 2000 et par acte notarié du 15 juin 2001, non encore publié au Mémorial C.

II. Le capital social de cette Société est fixé à trente et un mille deux cent cinquante Euro (EUR 31.250,-) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (EUR 25,-) chacune.

III. L'associé unique décide d'augmenter le capital social à concurrence de six millions sept cent soixante-quatorze mille neuf cent vingt-cinq Euro (EUR 6.774.925,-) pour le porter de son montant actuel de trente et un mille deux cent cinquante Euro (EUR 31.250,-) à six millions huit cent six mille cent soixante quinze Euro (EUR 6.806.175,-) par création et émission de deux cent soixante dix mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept (270.997) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (EUR 25,-) chacune.

Souscription - Libération

L'associé unique, TPI HOLDINGS LIMITED, par son mandataire, déclare souscrire à toutes les nouvelles parts sociales et les libérer intégralement au montant de six millions sept cent soixante quatorze mille neuf cent vingt-cinq Euro (EUR 6.774.925,-) par conversion d'une reconnaissance de dette en date du 28 mars 2000, en vertu de laquelle la Société doit à son associé unique, TPI HOLDINGS LIMITED, un montant de neuf millions six cent trente mille cinq cent quatre-vingt-sept Dollars canadiens (CAD 9.630.587,-) convertis en Euro au taux de change 1,- CAD = 0,70348 Euro.

Preuve de l'existence et de la valeur de la reconnaissance de dette a été donnée au notaire instrumentant par une copie de ladite reconnaissance de dette.

Suite à l'augmentation de capital ci-dessus, l'article 6 des statuts est modifié pour avoir désormais la teneur suivante:

«**Art. 6.** Le capital social est fixé à six millions huit cent six mille cent soixante-quinze Euro (EUR 6.806.175,-) représenté par deux cent soixante douze mille deux cent quarante-sept (272.247) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euro (EUR 25,-) chacune.»

IV. L'associé unique décide de reformuler l'article 12 des statuts de la Société pour lui conférer la teneur suivante:

«**Art. 12.** La Société est gérée par un Conseil de Gérance («le Conseil de Gérance») composé de trois gérants maximum. Chaque membre du Conseil de Gérance sera nommé par une résolution de l'assemblée générale ordinaire des associés, laquelle résolution devra être votée par les associés détenant la majorité des parts sociales, et son mandat prendra fin à l'entrée en fonction de son successeur. Le mandat des membres du Conseil de Gérance prend fin par l'élection, par les associés, de leur remplaçant, par la démission ou par la révocation de l'un des membres du Conseil de Gérance par décision des associés représentant la majorité des parts sociales. Aucun des membres du Conseil de Gérance ne saurait être nommé, révoqué ou remplacé durant la durée de validité du pacte d'associés (ci-après «le pacte d'associés») tel que convenu entre CARLYLE-HIT MANAGEMENT L.L.C., HONSEL FAMILIENBETEILIGUNGS Gesellschaft bürgerlichen Rechts, HIT PARTNERS SLP, LIMITED et HIT PARTNERS GP, LIMITED en date de ce jour, à moins que les dispositions telles qu'énoncées dans celui-ci ne soient remplies. Les membres du Conseil de Gérance ne sont pas obligatoirement associés.

En cas de vacance d'un poste de membre du Conseil de Gérance pour cause de mort, de démission, de retraite, de révocation, ou pour toute autre raison, celui-ci est remplacé par décision conjointe des membres du Conseil de Gérance, ou en cas d'absence de consensus, par une résolution des associés représentant la majorité du capital social.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du Conseil de Gérance, qui aura pouvoir pour autoriser la Société à prendre toute décision ou action ne contrevenant pas aux dispositions législatives ou réglementaires en vigueur. Toutefois, nonobstant ce qui précède et durant toute la durée de validité du pacte d'associé, le Conseil de Gérance ne pourra autoriser la Société à prendre toute action ou décision requérant l'approbation de toute instance selon les modalités telles que définies dans le pacte d'associé et notamment en ses sections 3.1 et 3.2, sans obtenir au préalable le consentement exprès de ladite instance (lequel devra être donné à l'unanimité des membres de cette instance selon les modalités telles que définies dans le pacte d'associé).

Dans les rapports avec les tiers, le Conseil de Gérance a tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés. La Société est valablement engagée par la signature conjointe de deux membres du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance détermine la répartition entre ses membres des tâches qui lui sont dévolues, ainsi que les modalités de tenue de ses réunions. Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation d'au moins deux de ses membres; cette convocation doit être notifiée à chaque membre au plus tard dans les deux jours qui précèdent la date à laquelle doit se réunir le Conseil de Gérance. La convocation doit comporter le lieu de la réunion ainsi que la date et l'heure prévues pour sa tenue. La convocation ne sera pas requise pour tout membre qui assistera en personne à la réunion ou qui, en personne ou par un représentant dûment autorisé, renonce par écrit à la convocation, et ce soit avant, soit après la réunion.

Le Conseil de Gérance peut délibérer valablement lorsque la majorité absolue de ses membres est présente ou représentée. Les décisions du Conseil de Gérance sont adoptées à la majorité relative de ses membres.

Dans le cas où le nombre des membres appartenant au Conseil de Gérance serait inférieur au nombre devant le composer tel que défini dans les présents statuts, le Conseil de Gérance verra ses attributions et compétences strictement limitées à la convocation d'une assemblée générale des actionnaires, et il ne pourra valablement décider ou statuer sur aucune de ses compétences d'attribution qu'une fois le nombre minimum de membres requis atteint.

Chaque gérant et tous les gérants peuvent participer aux réunions du conseil par conférence call par téléphone ou vidéo ou par tout autre moyen similaire de communication ayant pour effet que tous les gérants participant au conseil puissent se comprendre mutuellement. Dans ce cas, le ou les gérants concernés seront censés avoir participé en personne à la réunion.

Toute décision du Conseil de Gérance prise en l'absence de convocation et de vote est considérée comme étant valable à la condition d'avoir été approuvée par la majorité des membres du Conseil de Gérance, à moins d'une dispo-

sition contraire des présents statuts ou du pacte d'associé, et à la condition que cette décision ait été préalablement notifiée à tous les membres du Conseil de Gérance. Cette décision devra être notifiée aux membres du Conseil de Gérance dans les meilleurs délais.

Le Conseil de Gérance peut subdéléguer la totalité ou une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs agents ad hoc. Le Conseil de Gérance détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.»

V. L'associé unique décide d'insérer un nouvel article 13 dans les statuts de la Société et de lui donner la teneur suivante, ainsi que de renuméroter les articles suivants des statuts:

«**Art. 13.** Le Conseil de Gérance peut procéder à la nomination d'autant de directeurs qu'il lui semblera nécessaire et notamment il pourra nommer un ou plusieurs Présidents, un Trésorier, un Secrétaire, ainsi que les personnes chargées de les assister dans leur fonction, et ce conformément aux dispositions du présent article. Plusieurs de ces fonctions pourront être remplies par une seule et même personne, sauf dispositions contraires du présent article. Les personnes nommées par le Conseil de Gérance à ces fonctions exerceront leurs missions conformément aux prérogatives et pouvoirs que leur aura délégués le Conseil de Gérance. Les salaires des personnes nommés à ces postes seront déterminés par le Conseil de Gérance. Les personnes nommés par le Conseil de Gérance sont en fonction jusqu'à la nomination et la prise de fonction de leur successeur ou jusqu'à leur révocation, pour quelque motif que ce soit, décidée par le Conseil de Gérance à la majorité de ses membres. En cas de vacances d'un de ces postes ou d'une de ces fonctions, il appartient au Conseil de Gérance de pourvoir à son remplacement.»

VI. L'associé unique décide d'accepter la démission en qualité de gérants de:

- Gregory S. Ledford, gérant, demeurant à 2008, Carrhill Road, Vienna VA, 22181, USA;
 - Alice Albright, gérant, demeurant à 4352, Forrest Lane, NW Washington, DC 20007, USA;
- et de leur donner décharge pour l'exercice de leurs fonctions jusqu'à la date de leur démission.

VII. L'associé unique décide de nommer comme membres du Conseil de Gérance:

- Hans Dieter Honsel, Chairman, HONSEL INTERNATIONAL TECHNOLOGIES HOLDINGS, demeurant à Casa Tamaro, CH-6574 Vira-Fosano;
- Dr. Frank Töfflinger, Director, THE CARLYLE GROUP, demeurant à Wabkstrasse 25, D-85598 Baldham;
- Leslie Armitage, Managing Director, THE CARLYLE GROUP, demeurant à 917 Ridge Drive, Mc Lean, VA, 22101, USA.

VIII. L'associé unique décide de nommer Monsieur Dan Bellissimo, Associate, THE CARLYLE GROUP, avec adresse professionnelle à 1001 Pennsylvania Avenue NW, Suite 220 South, Washington, DC 20004 Etats-Unis d'Amérique comme secrétaire du Conseil de Gérance.

Estimation

Pour les besoins de l'enregistrement, le capital supplémentaire est évalué à deux cent soixante treize millions deux cent quatre vingt dix-neuf mille sept cent quatre vingt dix-huit francs luxembourgeois (LUF 273.299.798,-).

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de deux millions huit cent quatre vingt-trois mille (LUF 2.883.000,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de la même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au comparants, connu du notaire par leurs nom et prénom, état et demeure, il a signé ensemble avec nous notaire, le présent acte.

Signé: A.-C. Meyer, P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 29 novembre 2001, vol. 10CS, fol. 70, case 9. – Reçu 2.732.998 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2001.

J. Elvinger.

(81016/211/269) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

TPI PARTICIPATIONS, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R. C. Luxembourg B 74.769.

Les statuts coordonnés ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

(81017/211/8) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

CBD HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.
R. C. Luxembourg B 54.741.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 7 décembre 2001, vol. 562, fol. 9, case 12, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Extrait des décisions prises par l'Assemblée Générale

Conformément aux dispositions légales, les associés, après en avoir délibéré, ont décidé de convertir le capital social actuel de LUF 1.250.000,- en EUR 30.986,70 et de l'augmenter de EUR 13,31 pour le porter à EUR 31.000,-, représenté par 1.250 parts sociales d'une valeur nominale de EUR 24,80.

Par conséquent le premier alinéa de l'article 5 des statuts est modifié comme suit:

Le capital social est fixé à EUR 31.000,-, représenté par 1.250 parts sociales d'une valeur nominale de 24,80 EUR.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 décembre 2001.

FIDUCIAIRE BECKER + CAHEN & ASSOCIES

Signature

(80999/502/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

FINOX HOLDING S.A., Société Anonyme Holding.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter.

STATUTS

L'an deux mille un, le vingt novembre.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

1.- La société de droit luxembourgeois SOCIETE GENERALE BANK & TRUST, ayant son siège social à L-2420 Luxembourg, 11, avenue Emile Reuter,

ici représentée par Monsieur Patrick Van Hees, juriste, demeurant à Messancy, Belgique, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée.

2.- La société de droit luxembourgeois COMPAGNIE EUROPEENNE DE PARTICIPATION ET D'INVESTISSEMENT S.A., ayant son siège social à L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter,

ici représentée par Monsieur Patrick Van Hees, prénommé, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée. Lesquelles procurations, paraphées ne varietur par le mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte pour être formalisées avec lui.

Lequel comparant, agissant ès dites qualités, a déclaré constituer par les présentes une société holding luxembourgeoise sous la forme d'une société anonyme et d'en arrêter les statuts comme suit:

Titre I^{er}.- Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. La société est une société holding luxembourgeoise sous la forme d'une société anonyme. Elle est dénommée FINOX HOLDING S.A.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg. Il peut être transféré dans tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une décision des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Lorsque des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social, de nature à compromettre l'activité normale du siège ou de la communication de ce siège avec l'étranger se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger sur résolution du Conseil ou sur déclaration d'une personne dûment autorisée à cet effet par le Conseil. Cette mesure temporaire ne pourra toutefois avoir d'effet sur la nationalité de la société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera de nationalité luxembourgeoise.

Art. 3. La société, qui demande expressément à être considérée comme société holding au sens de la loi du 31 juillet 1929, a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits, par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et de licences, leur gestion et leur mise en valeur, ainsi que toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut en particulier emprunter avec ou sans garantie, en toutes monnaies, par voie d'émissions d'obligations qui pourront également être convertibles et/ou subordonnées, de certificats de dépôt, de bons de caisse et d'autres titres dans les limites fixées par la loi et les règlements; elle peut également accorder des prêts ou des garanties à des sociétés dans lesquelles elle détient des intérêts directs.

La société peut participer à la création et au développement de toutes sociétés filiales et leur prêter tous concours par voie de prêts à court ou à long terme, avances, garanties ou de toute autre manière.

La société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet, tout en restant, en ce qui concerne les prêts et en général toutes ses opérations, dans les limites tracées par la loi luxembourgeoise du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding et de l'article 209 des lois modifiées sur les sociétés commerciales.

Art. 4. La société est établie pour une durée indéterminée. Elle peut être dissoute par décision de l'assemblée générale statuant comme en matière de modification des statuts.

Titre II.- Capital social, Actions

Art. 5. Le montant du capital souscrit est de EUR 40.000,- (quarante mille euros), représenté par 400 (quatre cents) actions d'une valeur nominale de EUR 100,- (cent euros) chacune, qui au choix de l'actionnaire seront nominatives ou au porteur, sauf disposition contraire de la loi.

Les actions de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions.

Art. 6. Le capital autorisé est fixé à EUR 400.000,- (quatre cent mille euros), qui sera représenté par 4.000 (quatre mille) actions de EUR 100,- (cent euros) chacune.

Le capital autorisé et le capital souscrit de la société peuvent être augmentés ou réduits par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

En outre le conseil d'administration est, dès la constitution de la société et pendant une période renouvelable prenant fin cinq ans après la date de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations de l'acte constitutif, autorisé à augmenter, en une fois ou en tranches successives et en temps qu'il appartiendra, le capital souscrit à l'intérieur des limites du capital autorisé.

Ces augmentations du capital peuvent être souscrites et émises sous forme d'actions avec ou sans prime d'émission et libérées par apport en nature ou en numéraire, par compensation avec des créances ou de toute autre manière à déterminer par le conseil d'administration, y compris, entre autres, par l'émission d'actions contre conversion de bénéfices nets en capital et attribution aux actionnaires d'actions entièrement libérées au lieu de dividendes.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver aux actionnaires antérieurs un droit préférentiel de souscription des actions à émettre. Le conseil d'administration peut déléguer tout administrateur, directeur, fondé de pouvoir, ou toute autre personne dûment autorisée pour recueillir les souscriptions et recevoir paiement du prix des actions représentant tout ou partie de cette augmentation de capital.

Chaque fois que le conseil d'administration aura fait constater authentiquement une augmentation du capital souscrit, l'article cinq sera considéré comme automatiquement adapté à la modification intervenue. Cette modification sera constatée et publiée conformément à la loi par le conseil qui prendra ou autorisera toutes mesures nécessaires à cet effet.

Art. 7. La société peut racheter ses propres actions conformément aux conditions prévues par l'article 49-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, tel qu'il a été amendé par la loi du 24 avril 1983.

Titre III.- Administration, Surveillance

Art. 8. La société est administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, actionnaire ou non. Les sociétés peuvent faire partie du conseil.

Les opérations de la société sont surveillées par un ou plusieurs commissaires.

Les administrateurs et commissaires sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixera leur nombre et la durée de leur mandat et qui pourra les révoquer à tout moment. Ils pourront être réélus.

Ils pourront être nommés pour plus de six années sauf renouvellement de leur mandat. Leur mandat cessera immédiatement après l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de l'année de l'expiration de leur mandat.

Art. 9. Le Conseil d'Administration désignera un président parmi ses membres. Il pourra élire un ou plusieurs Vice-Présidents. En cas d'empêchement du Président ou d'un Vice-Président, un administrateur est désigné par le Conseil pour le remplacer.

Art. 10. En cas de vacance d'une place d'administrateur nommé par l'assemblée générale, les administrateurs restants ainsi nommés ont le droit d'y pourvoir provisoirement. Dans ce cas, la prochaine assemblée générale procédera à la nomination définitive. Le mandat d'un administrateur ainsi nommé cessera à l'époque où aurait pris fin celui de l'administrateur qui le remplace.

Art. 11. Le conseil d'administration se réunira sur convocation du Président du Conseil, du Vice-Président ou de deux administrateurs.

Les réunions se tiennent au lieu, au jour et à l'heure indiqués dans les avis de convocation. Toutes les réunions du Conseil seront tenues conformément aux règles établies par le Conseil à sa seule discrétion.

Le Conseil d'Administration ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée.

Les administrateurs empêchés peuvent émettre leur vote par écrit ou même par télégramme. Ils peuvent également donner pouvoir de les représenter aux délibérations et de voter en leur nom, un autre membre du conseil, sans qu'un administrateur puisse représenter plus d'un de ses collègues. Dans l'un comme dans l'autre cas, l'administrateur empêché sera réputé présent à la réunion.

Les résolutions du Conseil sont prises à la majorité des votes émis. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

En cas d'urgence, les administrateurs peuvent émettre leur vote par écrit, télégramme, télex ou télécopie. Une décision prise par écrit, approuvée et signée par tous les administrateurs produira effet au même titre qu'une décision prise à une réunion du conseil d'administration.

Art. 12. Les décisions du Conseil sont constatées dans des procès-verbaux signés par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux sont signés par un administrateur et une personne à ce désignée par le Conseil.

Art. 13. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour faire tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent l'assemblée générale des actionnaires par la loi ou par les présents statuts.

Le Conseil d'Administration peut notamment, sans que la présente énumération soit limitative, passer tous actes et tous contrats en vue de la réalisation de l'objet social de la société: faire tous apports, transferts et souscriptions, participer à toutes sociétés, associations, participations ou engagement financiers relatifs à ces opérations: recueillir toutes sommes dues à la société, et donner valable quittance, faire autoriser tous retraits et transferts de fonds, revenus, créances et titres appartenant à la société. Il peut prêter ou emprunter à court ou à long terme, y compris par voie d'obligations, avec ou sans garantie: accorder toutes sûretés et compromis; créer et accepter toute hypothèque ou autre garantie, avec ou sans clause d'exécution forcée; renoncer à tout privilège, droit et hypothèque, actions résolutoires et droits réels, accorder mainlevée avec ou sans paiement de toute inscription de privilège et d'hypothèque ainsi que toute injonction de paiement, transcriptions, saisies, oppositions ou autres empêchements de quelque nature qu'ils soient; accorder mainlevée de toute inscription d'office le tout avec ou sans paiement.

Le conseil représente la société vis-à-vis des tiers, autorités et administrations, et fera toute procédure devant toute juridiction comme demandeur ou comme défendeur, obtiendra tous jugements, décisions et arrêts et les fera exécuter, transige et conclut tout compromis en toute matière dans l'intérêt de la société.

Art. 14. La gestion journalière des affaires de la société ainsi que la représentation de la société en ce qui concerne cette gestion peuvent être déléguées à des administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés, nommés et révoqués par le conseil d'administration qui fixe leurs attributions. Lorsqu'une délégation de pouvoirs est faite au profit d'un membre du Conseil, une autorisation préalable de l'assemblée générale des actionnaires est requise.

A l'égard des tiers, le société est engagée par la signature conjointe de deux administrateurs.

Les tiers délégués du conseil n'engageront la société à l'égard des tiers que conformément aux mandats spéciaux et explicites leur conférés par le conseil d'administration.

Art. 15. Le conseil d'administration est autorisé à procéder au versement d'acomptes sur dividendes aux conditions et suivant les modalités fixées par la loi.

Titre IV.- Assemblées générales

Art. 16. L'assemblée générale ordinaire se réunira de plein droit chaque année, le troisième vendredi du mois d'avril à 10.00 heures, dans la commune où se trouve le siège social, soit à ce dernier, soit à l'endroit indiqué dans les convocations. Dans le cas où ce jour serait un jour férié, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant à la même heure. Pour les besoins de ces statuts, un jour ouvrable signifie un jour d'ouverture des banques à Luxembourg.

Art. 17. Les assemblées seront convoquées de la manière indiquée dans la loi luxembourgeoise. Les avis de convocation pour toute assemblée générale devront remplir les exigences imposées par la loi quant à leur contenu et leur publication. Si tous les actionnaires sont présents ou représentés, une assemblée générale ordinaire ou extraordinaire peut avoir lieu sans convocations préalables.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un mandataire même non actionnaire. La forme des pouvoirs doit être admise par le conseil d'administration.

Art. 18. L'assemblée générale dispose de l'affectation et de la distribution du bénéfice net; elle a les pouvoirs les plus étendus pour faire ou pour ratifier les opérations de la société, donner décharge au conseil d'administration et au commissaire, procéder aux nominations ou aux renouvellements des mandats et pour approuver les bilans et comptes de pertes et profits qui lui sont soumis par le conseil d'administration.

L'assemblée générale peut décider que les bénéfices et réserves distribuables seront affectés à l'amortissement du capital sans que le capital exprimé soit réduit.

Les assemblées générales ordinaires annuelles et les assemblées générales ordinaires réunies extraordinairement prendront leurs décisions à la majorité des voix des membres présents ou représentés.

Titre V.- Année sociale

Art. 19. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Chaque année, le conseil d'administration établit le bilan et le compte de pertes et profits de la société, conformément aux règles comptables prescrites par la loi luxembourgeoise.

Art. 20. L'assemblée générale entendra les rapports des administrateurs et des commissaires et discutera le bilan. Après approbation du bilan, l'assemblée générale des actionnaires adoptera par un vote spécial la décharge à donner aux administrateurs et aux commissaires.

Art. 21. L'excédent tel qu'il résulte des comptes, défalcation faite des frais généraux et de fonctionnement, charges et amortissements, forme le bénéfice net de la société.

Du bénéfice net ainsi déterminé il sera prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire, lorsque la réserve légale aura atteint le dixième du capital souscrit. L'affectation du solde bénéficiaire sera déterminée annuellement par l'assemblée générale des actionnaires sur proposition du Conseil d'Administration.

Cette affectation peut comprendre la distribution de dividendes, la création ou le maintien de fonds de réserve, de provisions et un report à nouveau.

Tout dividende fixé sera payable au lieu et place que le Conseil fixera. L'assemblée générale peut autoriser le conseil à payer les dividendes en toute devise et, à sa seule discrétion, fixer le taux de conversion des dividendes dans la monnaie de paiement effectif.

Titre VI.- Généralités

Art. 22. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, notamment l'article 209 et la loi du 31 juillet 1929 sur les sociétés holding, ainsi que les modifications ultérieures, seront d'application partout où il n'y est pas dérogé par les présents statuts.

Dispositions transitoires

Le premier exercice toutefois commencera le jour de la constitution de la société pour prendre fin le trente et un décembre 2002.

La première assemblée générale annuelle ordinaire se tiendra en 2003.

Souscription - Libération

Les actions ont été souscrites comme suit:

1.- SOCIETE GENERALE BANK & TRUST, prénommée, trois cent quatre-vingt-dix-neuf actions	399
2.- COMPAGNIE EUROPEENNE DE PARTICIPATION ET D'INVESTISSEMENT S.A., prénommée, une action	1
Total: quatre cents actions	400

Toutes les actions ainsi souscrites ont été libérées intégralement en numéraire, de sorte que la somme de quarante mille euros (EUR 40.000,-) se trouve dès à présent à la disposition de la société ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

Déclaration - Evaluation des frais

Le notaire instrumentant déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées aux articles 26 et 27 de la loi précitée concernant les sociétés et en constate expressément l'accomplissement.

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à la somme de quatre-vingt-dix mille francs luxembourgeois.

Réunion en Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, représentant l'intégralité du capital, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée nomme comme administrateurs pour la durée de six ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2006:

- 1.- Monsieur André Wilwert, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.
- 2.- Monsieur Jean Fell, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.
- 3.- Monsieur Cornelius Bechtel, administrateur de sociétés, demeurant à Luxembourg.

Deuxième résolution

Est nommé commissaire aux comptes pour la durée de six ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire de 2006:

La société à responsabilité limitée INTERAUDIT, S.à r.l., ayant son siège social à Luxembourg, 119, avenue de la Faïencerie.

Troisième résolution

L'adresse de la société est fixée au 11, avenue Emile Reuter à L-2420 Luxembourg.

Le conseil d'administration est autorisé à changer l'adresse de la société à l'intérieur de la commune du siège social statutaire.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire comparant a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: P. Van Hees, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 novembre 2001, vol. 132S, fol. 60, case 5. – Reçu 16.136 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2001.

J. Elvinger.

(81015/211/216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

OBIZCO, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2153 Luxembourg, 38, rue Antoine Meyer.

Le bilan au 31 décembre 2000, enregistré à Luxembourg, le 4 décembre 2001, vol. 560, fol. 92, case 11, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 12 décembre 2001.

Pour le gérant

Signature

(81028/000/11) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

GRAPHIK UND PRINT-GAP A.G., Aktiengesellschaft.
Gesellschaftssitz: L-1528 Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendeins, am sechzehnten November.

Vor dem unterzeichneten Notar Joseph Elvinger, mit Amtssitz in Luxemburg.

Sind erschienen:

1.- Herr Edmond Ries, Expert-Comptable, wohnhaft in Luxembourg.

2.- Frau Laurence Lambert, Privatbeamtin, wohnhaft in Luxembourg.

Dieselben haben den unterzeichneten Notar ersucht die Statuten einer Aktiengesellschaft wie folgt zu verfassen:

Art. 1. Die Gesellschaft soll eine luxemburgische Aktiengesellschaft sein.

Sie trägt die Bezeichnung GRAPHIK UND PRINT-GAP A.G.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates kann der Sitz der Gesellschaft innerhalb des Grossherzogtums Luxemburg nach einem beliebigen Ort verlegt werden.

Falls durch politische Ereignisse oder höhere Gewalt die Gesellschaft in ihrer Tätigkeit am Gesellschaftssitz behindert wird oder eine solche Behinderung vorauszusehen ist, kann der Verwaltungsrat durch einfachen Beschluss den Sitz der Gesellschaft provisorisch in ein anderes Land verlegen. Sobald es die Umstände erlauben, muss er eine Generalversammlung einberufen, die gemäss den gesetzlichen Bestimmungen zu beschliessen hat, ob die vorgenommene Sitzverlegung endgültig ist, oder ob der Sitz wieder nach Luxemburg zurückverlegt wird. Während der provisorischen Verlegung behält die Gesellschaft die luxemburgische Nationalität und bleibt der luxemburgischen Gesetzgebung unterworfen.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Zweck der Gesellschaft besteht im Graphische Aufarbeitung, Druck und Handel mit Papier als auch Plastiktaschen.

Die Gesellschaft darf alle Handels-, Industrie-, Mobiliar- und Immobiliargeschäfte, die sich direkt oder indirekt auf vorgenannte Geschäfte beziehen oder die deren Verwirklichung erleichtern können, ausführen.

Die Gesellschaft darf sich an anderen Gesellschaften beteiligen und diese verwerten.

Sie hat ebenfalls Zweck die Anschaffung und Verwertung von Patenten und die Erteilung von Lizenzen auf diesen Patenten.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 31.000,- (einunddreissigtausend euros) eingeteilt in 310 (dreihundert-zehn) Aktien zu je EUR 100,- (hundert euros).

Art. 6. Der Verwaltungsrat der Gesellschaft besteht aus mindestens drei Mitgliedern, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von der Generalversammlung ernannt. Ihre Amtsdauer beträgt sechs Jahre. Sie können jederzeit von der Generalversammlung abberufen werden.

Art. 7. Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Vorsitzenden und einen Sekretär bestimmen. Er tritt auf Einberufung seines Vorsitzenden an dem in der Einberufung festgelegten Ort zusammen.

Der Verwaltungsrat kann nur beraten und beschliessen, wenn alle Mitglieder anwesend oder vertreten sind, wobei die Vertretung unter Verwaltungsratsmitgliedern schriftlich, fernschriftlich oder durch Fernkopierer statthaft ist.

Art. 8. Die Beschlüsse der Verwaltung werden mehrheitlich gefasst. Abschriften und Auszüge aus dem Protokollregister müssen vom Vorsitzenden oder von zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet sein.

Art. 9. Der Verwaltungsrat hat die ausgedehntesten Befugnisse um die Gesellschaftsangelegenheiten zu führen und Verwaltungs- und Verfügungshandlungen vorzunehmen, welche im Einklang mit dem Gesellschaftszweck stehen. Er ist zuständig für alle Angelegenheiten, die nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtigen Satzungen der Generalversammlung vorbehalten sind.

Art. 10. Der Verwaltungsrat kann unter Berücksichtigung von Artikel 60 des Gesetzes vom 10. August 1915, einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern oder Dritten, die nicht Aktionäre zu sein brauchen, die weitesten Vollmachten zur täglichen Geschäftsführung übertragen.

Art. 11. Die Gesellschaft wird durch die einzelne Unterschrift jeder Person, welche gemäss vorgehendem Artikel ermächtigt worden ist, oder durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern verpflichtet.

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, die nicht Aktionäre zu sein brauchen und die von der Generalversammlung ernannt werden. Ihre Amtsdauer beträgt sechs Jahre.

Art. 13. Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar und Endet am 31. Dezember. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 31. Dezember 2002.

Art. 14. Die rechtmässig zusammengetretene Generalversammlung stellt die Gesamtheit der Aktionäre dar. Sie hat die ausgedehntesten Befugnisse um alle Handlungen vorzunehmen und zu ratifizieren, die im Interesse der Gesellschaft liegen.

Art. 15. Die ordentliche Generalversammlung tritt alljährlich am ersten Freitag des Monates Mai um 15.00 Uhr, erstmalig im Jahr 2003 in der Stadt Luxemburg an dem im Einberufungsschreiben angegebenen Ort zusammen.

Ist dieser Tag ein gesetzlicher Feiertag, so findet die Generalversammlung am nächstfolgenden Werktag statt.

Die Generalversammlungen, sogar die jährliche Generalversammlung, können im Ausland abgehalten werden, jedesmal wenn aussergewöhnliche Umstände auftreten, welche der Verwaltungsrat genau wie den Einberufungsort souverän bestimmt.

Art. 16. Vorbehaltlich der durch das Gesetz vorgesehenen Einschränkungen gibt jede Aktie Anrecht auf eine Stimme. Jeder Aktionär hat das Recht allen Generalversammlungen beizuwohnen und kann sich durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen.

Der Verwaltungsrat setzt die Teilnahmebedingungen an den Generalversammlungen fest.

Art. 17. Sind alle Aktionäre in der Generalversammlung anwesend oder vertreten und erklären sie von der ihnen vorgelegten Tagesordnung Kenntnis zu haben, so kann auf eine förmliche Einberufung verzichtet werden.

Art. 18. Jedes Jahr erstellt der Verwaltungsrat die Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung.

Vor der jährlichen Generalversammlung legt der Verwaltungsrat die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung mit einem Bericht über die Geschäfte den Kommissaren oder dem einzelnen Kommissar vor, die ihrerseits der Generalversammlung Bericht erstatten.

Fünf Prozent des Nettogewinnes sind in die gesetzliche Rücklage einzustellen, bis diese zehn Prozent des gezeichneten Kapitals erreicht.

Art. 19. Die Generalversammlung kann jederzeit die Auflösung der Gesellschaft beschliessen.

Gelangt die Gesellschaft vorzeitig oder durch Ablauf der vorgesehenen Dauer zur Auflösung, so wird deren Liquidierung einem oder mehreren Liquidatoren übertragen. Zu Liquidatoren können sowohl physische wie auch juristische Personen ernannt werden. Deren Bestellung sowie auch die Festsetzung ihrer Bezüge und Befugnisse erfolgt durch die Generalversammlung.

Art. 20. Für alle Punkte, die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Gründer auf die einschlägigen Gesetzbestimmungen für Handelsgesellschaften und Holdinggesellschaften des luxemburger Rechts.

Zeichnung der Aktien

Sodann wurden die Aktien von den Komparenten wie folgt gezeichnet:

Die Aktien werden wie folgt gezeichnet:

1.- Herr Edmond Ries, vorgenannt, dreihundertneun Aktien	309
2.- Frau Laurence Lambert, vorgenannt, ein Aktie	1
Total:	310

Das Aktienkapital wurde voll eingezahlt, so dass ab heute der Gesellschaft die Summe von EUR 31.000,- zur Verfügung steht, wie dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der unterzeichnete Notar erklärt, dass die Bedingungen von Artikel 26 des Gesetzes vom zehnten August neunzehnhundertfünfzehn erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Die Gründer schätzen die Kosten, Gebühren und jedwede Auslage, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenüber Gründung erwachsen sind auf sechzigtausend Luxemburger Franken (LUF 60.000,-).

Generalversammlung

Alsdann treten die erschienenen Gründer zu einer ersten ausserordentlichen Generalversammlung zusammen, die sie als gehörig berufen bekennen und fassen folgende Beschlüsse:

I. Es werden drei Verwaltungsratsmitglieder und ein Kommissar eingesetzt.

Es werden berufen:

Zu den Mitgliedern des Verwaltungsrates:

1) Herr Roger Maibach, administrateur de sociétés, wohnhaft in Via del Tiglio 39, CH-6605 Locarno.

2) Herr Richard Denempont, administrateur de sociétés, wohnhaft in 197 Minerva Way, Wellingborough, Northants NN8 3TT, England.

3) Frau Margaret Denempont, administrateur de sociétés, wohnhaft in 197 Minerva Way, Wellingborough, Northants NN8 3TT, England.

II) Es wird zum Kommissar bestellt:

BDO COMPAGNIE FIDUCIAIRE, mit Sitz in L-1528 Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.

Sitz der Gesellschaft ist in L-1528 Luxemburg, 5, boulevard de la Foire.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, im Jahre, Monate und am Tage wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung, haben die vorgenannten Komparenten zusammen mit dem instrumentierenden Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Signé: E. Ries, L. Lambert, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 23 novembre 2001, vol. 10CS, fol. 62, case 12. – Reçu 500 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Luxemburg, den 13 Dezember 2001.

J. Elvinger.

(81010/211/119) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

MANDATARIA IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 56.810.

L'an deux mille un, le quatre décembre.

Par-devant Maître Emile Schlessier, notaire de résidence à Luxembourg, 28, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société MANDATARIA IMMOBILIERE S.A., avec siège social à L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix, constituée suivant acte notarié du 4 novembre 1996, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 34 du 28 janvier 1997, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, sous la section B et le numéro 56.810.

L'assemblée est présidée par Monsieur Lionel Capiaux, employé privé, demeurant à F-Metz,

qui désigne comme secrétaire Madame Jeanne Muller, employée privée, demeurant à F-Thionville.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Lydia Volcan, employée privée, demeurant à B-Athus.

Le bureau ayant été constitué, Monsieur le Président expose et l'assemblée constate:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence, signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentaire.

Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il résulte de la liste de présence que toutes les actions émises sont présentes ou représentées, de sorte que la présente assemblée a pu se tenir sans avis de convocation préalable.

III.- Que la présente assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour conçu comme suit:

Ordre du jour:

1. Conversion de la devise du capital social de dix millions de francs luxembourgeois (LUF 10.000.000,-) en deux cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-treize virgule cinquante-deux euros (EUR 247.893,52);

2. Suppression de la valeur nominale de dix mille francs luxembourgeois (LUF 10.000,-) par action des mille (1.000) actions existantes;

3. Remplacement des mille (1.000) actions existantes par neuf cent quatre-vingt-douze (992) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale;

4. Augmentation du capital social de deux mille cent six virgule quarante-huit euros (EUR 2.106,48) par apports en espèces pour le porter de deux cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-treize virgule cinquante-deux euros (EUR 247.893,52) à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-) par la création et l'émission de huit (8) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale;

Souscription et libération des actions par l'actionnaire majoritaire; l'actionnaire minoritaire ayant renoncé à son droit préférentiel de souscription;

5. Nouvelle fixation de la valeur nominale à deux cent cinquante euros (EUR 250,-) par action;

6. Modification subséquente des statuts;

7. Divers.

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière, après délibération, prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de convertir la devise du capital social de dix millions de francs luxembourgeois (LUF 10.000.000) en deux cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-treize virgule cinquante-deux euros (EUR 247.893,52).

Deuxième résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale de dix mille francs luxembourgeois (LUF 10.000,-) par action, des mille (1.000) actions existantes.

Troisième résolution

L'assemblée décide de remplacer les mille (1.000) actions existantes par neuf cent quatre-vingt-douze (992) actions nouvelles, sans désignation de valeur nominale.

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de deux mille cent six virgule quarante-huit euros (EUR 2.106,48), pour le porter de son montant actuel de deux cent quarante-sept mille huit cent quatre-vingt-treize virgule cinquante-deux euros (EUR 247.893,52) à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-), par la création et l'émission de huit (8) actions nouvelles sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes.

L'assemblée décide d'admettre à la souscription de l'augmentation de capital ci-avant décidée l'actionnaire majoritaire, l'actionnaire minoritaire ayant renoncé à son droit de souscription préférentiel.

Intervention - Souscription - Libération

Est alors intervenu l'actionnaire majoritaire, à savoir:

MANDATARIA GROUP S.A., avec siège social à Panama City (République de Panama),

ici représentée par Monsieur Lionel Capiaux, prénommé,

en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée en date du 26 novembre 2001, laquelle procuration, signée ne varietur, restera annexée au présent acte.

Ladite intervenante, représentée comme dit ci-avant, déclare souscrire les huit (8) actions nouvellement émises sans désignation de valeur nominale.

Toutes les actions nouvelles ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de deux mille cent six virgule quarante-huit euros (EUR 2.106,48) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ce dont il a été justifié au notaire instrumentaire.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de fixer la valeur nominale des mille (1.000) actions représentatives du capital social à deux cent cinquante euros (EUR 250,-) par action.

Sixième résolution

Suite aux résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article trois des statuts pour lui donner la teneur suivante:

«**Art. 3.** Le capital social est fixé à deux cent cinquante mille euros (EUR 250.000,-), représenté par mille (1.000) actions d'une valeur nominale de deux cent cinquante euros (EUR 250,-) chacune, intégralement libérées.»

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à la somme de mille euros (EUR 1.000,-) ou quarante mille trois cent quarante francs luxembourgeois (LUF 40.340,-).

Pour les besoins de l'enregistrement, l'augmentation du capital social est évaluée à quatre-vingt-quatre mille neuf cent soixante-quinze francs luxembourgeois (LUF 84.975,-).

Plus rien ne se trouvant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leurs nom, prénom usuel, état et demeure, les membres du bureau ont signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: L. Capiiaux, J. Muller, Volcan, E. Schlessner.

Enregistré à Luxembourg, le 6 décembre 2001, vol. 10CS, fol. 81, case 4. – Reçu 850 francs.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée sur papier libre aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2001.

E. Schlessner.

(81037/227/95) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

MANDATARIA IMMOBILIERE S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R. C. Luxembourg B 56.810.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 13 décembre 2001.

E. Schlessner.

(81038/227/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2001.